

**OFIS store** **DELL**

**OFFRE EXCEPTIONNELLE STOCK LIMITE**

**DELL OPTIPLEX** + **IMPRIMANTE MULTIFONCTION** = **150000**

Tél.: 06 600 0000

PNR : 319, Avenue Charles De Gaulle  
BZV : 105, Boulevard Sassou Nguesso

# LA SEMAINE AFRICAINE

65<sup>ème</sup> année

[www.lasemaineafricaine.net](http://www.lasemaineafricaine.net)

N° 3647 du Mardi 6 Décembre 2016 - 65<sup>e</sup> Année - Siège Social: Bd Lyautey - Brazzaville - B.P.: 2080 - CONGO: 500 F. CFA - FRANCE: 1,75 Euro - Tél.: (+ 242) 06.678.76.94 / 05.528.03.94 / 06.889.98.99 - E-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

Paroisse Saint Jean-Baptiste de Talangaï (Archidiocèse de Brazzaville)

**Deux évêques ont concélébré la messe du 45<sup>e</sup> anniversaire de la paroisse**



L'actuelle église Saint Jean-Baptiste de Talangaï

(P.13)

Premières assises nationales sur le développement de l'économie numérique



Benoît Bati.

**Les chantiers du développement numérique sont lancés au Congo**

(P.9)

P.s.c (Programme de santé communautaire)

**La 7<sup>e</sup> édition lancée à Sibiti, chef-lieu du Département de la Lékoumou**



Le Dr Florent Aimé Bembé (2<sup>e</sup>, à partir de la g.) a lancé, officiellement, la campagne. (P. 14)

16<sup>e</sup> sommet de l'O.i.f (Organisation internationale de la Francophonie) à Madagascar

**Jean-Claude Gakosso a défendu la création du Fonds bleu pour le bassin du Congo**

(P.3)

45<sup>es</sup> assises de l'U.p.f à Antsirabe (Madagascar)



Le président malgache (à g.) avec les membres de l'U.p.f. (P.3)

**«Les médias dans les pays en développement: les raisons des succès; les leçons des échecs»**

Journée mondiale de lutte contre le Sida

**Le Congo pris en flagrant délit de rupture des antirétroviraux!**

Un stock a été reçu le 2 décembre, qui permettra de tenir au moins deux mois. (P.16)

Libre propos

**Le P.c.t à l'épreuve de la démocratie interne, après la sortie du livre de Hugues Ngouélondélé**

(P.11)

**OKEN PALACE HOTEL**  
Home Away From Home

Séjournes à Pointe-Noire, sans dormir n'importe où !  
A partir de 25.000 Fcfa

**OKEN PALACE HOTEL**

Situé à Pointe-Noire, hôtel à 5 étoiles.  
Located in Pointe-Noire, 5-star hotel.

06 529 11 74 . 05 513 13 73 . 06 642 42 89



Ambassade de la République d'Angola en République du Congo

# Communiqué de presse

L'Ambassade de la République d'Angola en République du Congo présente ses compliments au Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Congolais de l'Etranger, aux Missions Diplomatiques et Consulaires ainsi qu'aux Organisations Internationales accréditées en République du Congo et, a l'honneur d'informer que le Gouvernement de la République d'Angola procédera au lancement en orbite, en 2017, de son premier satellite dénommé: " Angosat 1".

Cette opération permettra que le signal des Tics couvre tout le territoire national dans le cadre du plan stratégique de la gouvernance électronique.

Le signal "Angosat 1" boostera d'autres affaires pour la République, pour avoir une capacité d'illumination qui va de l'Afrique du Sud à l'Italie. Ceci fera de l'Angola un centre de trafic de l'internet en Afrique.

L'Angola possède, actuellement, 22 mille kilomètres de la fibre optique, 14 millions 036 mille utilisateurs de téléphonie mobile, 288 mille 407 du réseau fixe, 4 millions 364 mille accès à l'interne.

Avec Angosat 1, L'Angola sera ouvert à la coopération et l'investissement étrangers avec les pays qui ont l'intérêt de participer à ce projet pour le développement économique et social. A cet effet, l'organe de tutelle (le Ministère de télécommunication - [www.mtti.gov-.ao](http://www.mtti.gov-.ao)) est disposé pour tout contact y relatif.

L'Ambassade de la République d'Angola en République du Congo saisit cette opportunité pour renouveler au Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Congolais de l'Étranger, aux Missions Diplomatiques et Consulaires ainsi qu'aux Organisations Internationales accréditées en République du Congo, les assurances de sa plus haute considération.

*Brazzaville, le 21 NOV 2016.*

**16<sup>e</sup> sommet de l'O.i.f (Organisation internationale de la Francophonie) à Madagascar**

**Jean-Claude Gakosso a défendu la création du Fonds bleu pour le bassin du Congo**

Le 16<sup>e</sup> sommet de l'O.i.f (Organisation internationale de la Francophonie) s'est tenu, du 26 au 27 novembre 2016, au Centre de conférence d'Ivato, à Antananarivo, la capitale malgache, avec une trentaine de Chefs d'Etat et de gouvernement et près de 2500 délégués, pour un totale de 6500 participants à divers niveaux. A ce sommet qui s'est tenu sous le thème: «Croissance partagée et développement responsable, condition de la stabilité du monde et de l'espace francophone», le Congo était représenté par le ministre des affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso, accompagné de Mme Chantal Maryse Itoua-Apoyolo (Ambassadeur), de Mme Pulchérie Batchi (Directeur Francophonie, représentante nationale) et André Ludovic Nguouaka-Tsoumou, conseiller culturel à la Francophonie.

La tribune du 16<sup>e</sup> sommet de l'O.i.f, le ministre Jean-Claude Gakosso a axé son discours sur les dernières propositions du Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, exprimées à Marrakech, lors de la Cop22, notamment la création d'un Fonds bleu pour le bassin du Congo «dont l'objectif est de renforcer le développement économique durable de cet espace géographique qui contribue de manière significative au maintien des équilibres géo-écologiques de la planète». Autant dire que le changement climatique abordé à la Cop21 à Paris, à la Cop 22 à Marrakech au Maroc, la stratégie de développement à l'horizon 2030 adopté par l'Onu, la lutte contre le terrorisme et la radicalisation sont autant de préoccupations des Etats membres de l'O.i.f. Au cours de ce sommet, on a noté aussi les interventions du Président malgache, Hery Raja, du Président sénégalais, Macky Sall, président sortant de la Francophonie, du Président

français François Hollande, de Justin Trudeau, ministre canadien qui a exhorté la famille francophone à promouvoir et à protéger les personnes vulnérables et la jeunesse. Le sommet de l'O.i.f à Madagascar est intervenu au moment où l'Afrique fait face à une crise économique sans précédent, selon le Président tchadien Idriss Deby, président en exercice de l'Union africaine, précisant qu'il s'attelle à trouver des solutions pour les problèmes évoqués. Michaëlle Jean, la secrétaire générale de l'O.i.f, a mis l'accent sur la croissance partagée et le développement inclusif, pour réduire les inégalités et promouvoir un développement humain et économique équitable, cheval de bataille de la Francophonie. C'est dans ce contexte qu'a été adoptée, à Dakar, au Sénégal, une feuille de route que tous les signataires s'emploient à mettre en œuvre, pour asseoir la stratégie économique de la Francophonie. Au deuxième jour du sommet,



Poignée de main entre le ministre Jean-Claude Gakosso et l'auteur de l'article.



Photo de famille des chefs d'Etat et de gouvernement.

les participants ont adopté la déclaration de Madagascar qui prend en compte les défis mondiaux évoqués plus haut. A l'issue de ce sommet, le Sénégalais Macky Sall a cédé le témoin au Président malgache, Hery Raja, qui est devenu président en exercice de l'O.i.f pour les deux prochaines années. Signalons qu'en marge du sommet

de la Francophonie, le ministre Jean-Claude Gakosso a signé un mémorandum d'entente avec son homologue de l'Arménie. Ce mémorandum d'entente jette les bases d'une coopération efficace entre leurs deux pays.

**Cyr KOUTEKISSA**  
Envoyé spécial à Madagascar

**45<sup>e</sup> assises de l'U.p.f à Antsirabe (Madagascar)**

**«Les médias dans les pays en développement: les raisons des succès; les leçons des échecs»**

L'U.p.f (Union internationale de la presse francophone) a tenu ses 45<sup>e</sup>s assises, du 20 au 24 novembre 2016, dans la ville touristique d'Antsirabé (Madagascar), sur le thème: «Les médias dans les pays en développement: les raisons des succès. Les leçons des échecs». L'ouverture de ces assises s'est déroulée sous le haut patronage du Président de la République Malgache, Hery Rajaonarimampianina, en présence du ministre guinéen de la communication, Rachid Ndiaye, et de Jean-Claude de L'Estrac, ancien candidat au poste de secrétaire général de l'O.i.f, à Dakar.

Dans son allocution, le président de l'U.p.f, Madiambal Diagne, a loué la tenue des assises de l'U.p.f à Antsirabe, malgré les difficultés rencontrées pour les organiser. Il a remercié largement le Roi du Maroc qui a contribué à la réussite de cette rencontre des acteurs des médias. «Nous vivons aujourd'hui dans un monde à la fois ouvert et en mutation rapide grâce en particulier aux technologies avancées de la Communication, de plus en plus accessibles, de la nouvelle connectivité qu'elles créent. De nouveaux enjeux d'ordre économique, politique et culturel se font jour mais il est une constante des médias: les liens sociaux de diverses sortes qu'ils tissent ou défont à partir des informations et des idées qu'ils diffusent. C'est en cela que réside la puissance mais aussi la grande responsabilité des médias, des hommes et des femmes qui ont choisi d'y travailler», a dit pour sa part le Président malgache en ouvrant les assises de la presse francophone.

Les assises d'Antsirabé ont réuni près de trois cents journalistes venus de 47 pays francophones, responsables et éditeurs de presse écrite et audiovisuelle. Après Dakar, Lomé et Monaco, l'U.p.f a organisé ses assises cette année à Antsirabé, avec l'appui de la section malgache que préside Mme Noro Razafimandimby, avec la participation de l'ensemble de la presse malgache.

Les journalistes francophones ont travaillé dans différents ateliers dont les sous-thèmes entre autres étaient: «Quelle autonomie pour les médias dans une situation de précarité économique?»; «Félaka, Gombo, perdiem... Quelle proposition pour y mettre fin», atelier dirigé par Lova Randriantavy maître de conférence à Madagascar; «Mutations technologiques: un atout ou un handicap?», sous la conduite de Yves Rode, directeur adjoint de R.f.i. Des tables-rondes sur différents thèmes dont le plus important: «investissement privés et indépendances des médias», présidée par Philippe Leruth, président de la F.i.j (Fédération internationale des journalistes) (Belgique) ont été également organisées.

Notons que le siège de l'U.p.f est à Paris (France) et a pour secrétaire générale Jean Kouchner. Sa mission à l'exclusion de toutes les activités politiques ou confessionnelles est de resserrer, sur le plan international, les liens entre éditeurs responsables de médias et journalistes, de développer les relations entre les publications et les stations radiodiffusion, de télévision et de favoriser toutes les formes de coopération et surtout de veiller à la sauvegarde de la langue française. Néanmoins un seul bémol, l'absence de Mme Michaëlle Jean, la secrétaire générale de la Francophonie. Rendez-vous a été pris pour l'année prochaine en République de Guinée.

**Cyr Marc KOUTEKISSA**  
Envoyé spécial à Madagascar

**Journée mondiale de lutte contre le sida**

**La région subsaharienne porte la plus grande charge de sida dans le monde**

Dans le message de la directrice régionale de l'O.m.s Afrique, le Dr Matsidiso Moeti, relatif à la journée mondiale de lutte contre le sida, le 1<sup>er</sup> décembre 2016, et rendu public au Congo par le Dr Fatoumata Binta Tidiane Diallo, représentante de l'O.m.s au Congo, dans son cabinet de travail, à Brazzaville, mercredi 30 novembre 2016, il ressort que la région subsaharienne porte la plus grande charge, avec près de 1,4 million d'individus infectés soit 65% du total mondial. Cette année, cette journée a pour thème: «Levons la main pour la prévention du V.i.h». Le message a révélé qu'en ce qui concerne les nouvelles infections.



Dr Fatoumata Binta Tidiane Diallo.

Le sida demeure encore un problème de santé publique. C'est ainsi que le thème de cette année met en évidence les questions de prévention du V.i.h, comme l'accès et le droit à la santé, la lutte contre la discrimination, la promotion du dépistage et l'usage des préservatifs par des groupes spécifiques tels que les

adolescentes et les jeunes femmes, les professionnels du sexe et les personnes vivant avec le V.i.h, pour ne laisser personne pour compte. Selon l'O.m.s, malgré les progrès réalisés depuis 2000, avec la réduction des nouvelles infections et des décès de plus de 40% en 2015, l'Afrique demeure la région la plus touchée au monde, avec près de

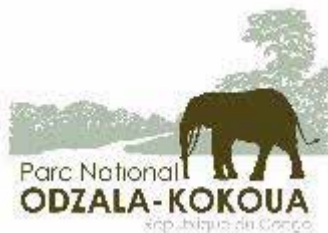
26 millions de personnes vivant avec l'infection et environ 800.000 décès, particulièrement en Afrique de l'Ouest et du centre où les nouvelles infections ont tendance à augmenter, alors qu'à travers le monde et en Afrique australe, la

tendance est à la baisse. Malheureusement, parmi ces personnes infectées, 12,5 millions ignorent leur statut sérologique, 13,4 millions de ces personnes n'ont pas accès au traitement antirétroviral. Les adolescentes et

les jeunes femmes sont particulièrement vulnérables, dans la mesure où leur taux d'infection est deux fois plus élevé que celui des garçons et des hommes du même âge. Plus de deux millions des personnes infectées sont des enfants de moins de 15 ans. La discrimination, la stigmatisation, l'inégalité entre les sexes et les violences constituent et continuent d'entraver l'accès aux services de santé. Cette situation est accentuée par les conflits et les catastrophes qui détruisent les systèmes de santé. Mais en dépit de tout, il y a de l'espoir, souligne l'O.m.s. Aujourd'hui plus que jamais, l'engagement politique dans la riposte au V.i.h-sida continue de s'accroître. C'est ainsi que le troisième objectif de développement durable focalisé sur la santé et le bien-être inclut sans nul doute, de mettre fin à l'épidémie du sida d'ici à 2030. En juillet 2016, un programme visant à accélérer les efforts pour atteindre cet objectif a été adopté au cours de l'assemblée générale des Nations unies. Mettre fin à l'épidémie du sida d'ici à 2030 serait possible, si les pays

atteignent les objectifs fixés pour 2020. Selon l'O.m.s, pour y arriver, il faudrait qu'au cours des quatre prochaines années, réduire dans la région africaine, à moins de 400.000, les nouvelles infections à V.i.h; à moins de 300.000 les décès liés au sida, éliminer la stigmatisation et la discrimination liées au V.i.h. La directrice régionale de l'O.m.s Afrique exhorte, dans son message, les pays et les partenaires à combler les insuffisances constatées dans la prévention du V.i.h et à mettre en œuvre les interventions à haut impact, telles que la mise à disposition des préservatifs, la sécurisation des injections et la sécurité transfusionnelle. Au regard du niveau actuel de la situation, il faut encore se battre pour qu'on puisse stabiliser le niveau et aller à la tendance à la baisse des nouvelles infections dues au V.i.h. Au Congo, les chiffres demeurent, toujours, le même en termes de l'incidence et de prévalence.

**Philippe BANZ**



**Fiche de poste  
1Primatologue au Parc National d'Odzala-Kokoua (PNOK),  
République du Congo**

**L'organisation AfricanParks:**

AfricanParks est une organisation à but non-lucratif qui prend en charge la gestion à long-terme de parcs nationaux en partenariat avec les gouvernements et les communautés locales. En obtenant des partenariats et en adoptant une approche économique de la conservation, AfricanParks, financé par des donateurs, vise à rendre durable chaque parc sur le long-terme. AfricanParks gère actuellement 8 parcs, avec une superficie totale de 5,9 millions d'hectares : Centre-afrique, Tchad, République du Congo, République Démocratique du Congo, Malawi, Rwanda et Zambie. AfricanParks vise à gérer la plus large surface et la plus grande diversité de parcs d'Afrique.

**Contexte et objectifs du parc:**

En Novembre 2010 AfricanParks (AP) a signé un accord de partenariat avec le ministère du Développement durable de la République du Congo pour la gestion et le financement du Parc National d'Odzala-Kokoua (PNOK) et sa périphérie. La gestion du parc se fera à travers la Fondation Odzala-Kokoua nouvellement créée qui supervise l'Unité de Gestion du parc. Le PNOK, situé au cœur de la forêt équatoriale du bassin du Congo, couvre près de 13.500 km². L'exceptionnelle valeur pour la conservation du PNOK inclue la présence de plus de 100 clairières (baïes), ainsi que l'une des plus importantes populations de gorilles de plaines de l'ouest et d'éléphants de forêt en Afrique Centrale. L'objectif de ce projet d'habituation est de contribuer aux connaissances sur les gorilles, espèce menacée, mais surtout de développer et de diversifier les activités du marché du tourisme au sein du PNOK. Il est en effet important que diverses offres touristiques soient disponibles pour que l'ensemble des communautés bénéficient des activités touristiques du parc. Le modèle conservation-recherche-tourisme lancé sur le site pilote de Ndzehi sera reproduit pour développer l'expérience touristique en forêt de plaine, et ce sur l'ensemble du paysage du parc. Les gorilles de plaine de l'ouest constitueront la principale attraction du parc pour les touristes. Ainsi, le projet vise à habituer plusieurs groupes de gorilles, et cela dans différentes

régions à l'intérieur du parc.

Depuis l'été 2015, un groupe de gorilles est déjà en cours d'habituation et plusieurs prospections ont déjà été réalisées au sein du parc afin d'évaluer la densité de gorilles et la possibilité de débiter un processus d'habituation dans les différentes zones du parc.

**Description du poste:**

**Localisation:** Parc National d'Odzala-Kokoua, Cuvette-Ouest, République du Congo

**Localisation du camp:** Forêt

**Services:** communication radio et par téléphone satellite avec le Quartier Général (QG) du parc à Mbomodepuis la forêt; accès internet au QG du parc à Mbomo.

**Emploi du temps:** temps complet en forêt avec des retours réguliers au village de Mbomo (missions de minimum 3 semaines forêt / 1 semaine QG)

**Fonctions**

Le primatologue sera en charge de superviser l'équipe de pisteurs qui suit chaque jour le/les groupes à habituer. Il assurera également la création d'un réseau de pistes adéquat (i.e. qui couvre le domaine vital des groupes focaux) afin de se déplacer rapidement au sein de la forêt et de plus aisément localiser et suivre les groupes en cours d'habituation. Il enseignera également la méthodologie aux équipiers et aux éventuels étudiants.

- gestion du camp
- gestion du personnel au camp
- pistage et suivi du protocole d'habituation
- communication avec le QG
- communication et compte-rendu réguliers sur le processus d'habituation
- assistance avec l'administration
- travail sous la supervision d'un chef de projet et du chef de service recherche et monitoring de l'unité gestion AfricanParks du PNOK

**Qualifications/Expérience:**

- Master 2 ou plus en écologie / environnement / zoologie / primatologie / biologie de la conservation

- au moins 1ans d'expérience en Afrique centrale,
- au moins 6 mois d'expérience de séjour isolé en forêt tropicale humide
- supervision d'équipes pluriculturelles,
- suivi de primates sauvages en milieu naturel,
- suivi éco-éthologique de grands singes et/ou autres primates,
- habituation d'un groupe sauvage de primates de l'Ancien Monde,

**Compétences indispensables:**

- bonne forme physique,
- pas de problème de santé chronique,
- maîtrise des méthodes de collecte de données comportementales,
- savoir parler français couramment,
- gestion d'équipes pluriculturelles

**Savoirs et savoir-faire:**

- connaissance de l'éco-éthologie des primates, en particulier les grands singes,
- connaissance des comportements à tenir avec les animaux sauvages,
- connaissance des mesures de sécurité et d'hygiène en forêt,
- rigueur scientifique
- maîtrise des méthodes de collecte d'échantillons d'origine animale (féces, poils, salive...)

**Langues:** Français courant, anglais souhaité, lingala serait un plus

**Important:** le poste est basé en forêt, dans un environnement éprouvant, parfois hostile, difficile et fatiguant. La/le primatologue vivra au quotidien avec l'équipe dont elle/il aura la charge et le manque de contacts sociaux avec d'autres personnes peut s'avérer très difficile, de même que le manque de divertissement.

**Durée du contrat:**

1 an renouvelable

**Salaire:**

900 USD + per diem

**Date limite de dépôt de dossier:**

23décembre 2016

**Date de début de prise de poste:**

janvier 2017

**Dossier de candidature:**

**Composition**

Veillez adresser votre CV (avec des noms et adresses de trois références) et lettre de motivation (1 page maximum) :

Dr. Torsten Bohm

Chef du Service de Recherche & Monitoring

227, rue Campel, Quartier Ravin du Tchad, Plateau Centre Ville, Brazzaville, République du Congo

Adresse email :

torstenb@african-parks.org

**Etude de Maître Brislain KOUTOU**

Notaire

Sise 55, rue MOE VANGOULA, immeuble SEKOU, en face du Café de Paris, marché Plateau centre-ville, Pointe-Noire, Téléphone : 06 657 45 55/04 433 87 96

**INSERTION LEGALE**

**«GSM GROUP»**

Société A Responsabilité Limitée au capital de TROIS MILLIONS F. CFA  
Quartier Siafoumou, arrêt «Le Manguier»  
Téléphone : 06 999 17 88  
RCCM N° CG/PNR/16 B 1319  
Pointe-Noire

Aux termes d'un acte authentique reçu par Maître Brislain KOUTOU, Notaire, le 26 octobre 2016, dûment enregistré le 28 octobre 2016, sous le folio 0203/6, n° 0474, il a été constitué une société, ayant les caractéristiques suivantes :

**Forme:** Société A Responsabilité Limitée;

**Objet:** la société a pour objet, directement ou indirectement, en République du Congo, et dans tous autres pays:

- Prestation de services de génie civil;
- Vente de boissons locales et importées;
- Assainissement.

Et, généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes;

**Dénomination sociale:** «GSM GROUP»;

**Capital social:** Le capital social est fixé à la somme de F. CFA TROIS MILLIONS, divisé en CENT parts de TRENTE MILLE F. CFA, entièrement souscrites et libérées, attribuées aux associés;

**Adresse:** Quartier Siafoumou, arrêt «Le Manguier»;

**Administration:** la Gérance est assurée par Monsieur Louis Serge MAKOSSO, pour une durée de quatre ans renouvelables;

**RCCM:** elle est immatriculée au RCCM sous le numéro CG/PNR/16 B 1319.

Pour avis,

**Le Notaire,  
Maître Brislain KOUTOU**

**PROJET FINANCE 2017**

Pour le déploiement de ses activités à Brazzaville et à Pointe-Noire, le Projet de Microfinance recherche des jeunes congolais (e)s dynamiques, avec ou sans expérience professionnelle.

**Profils recherchés:**

- Commercial
- Comptable
- Auditeur
- Contrôleur comptable
- Logisticien
- Informaticien
- Juriste
- Caissier

**Compétences:**

De niveaux BAC minimum et Bac+2 ou Bac +3 (en Gestion ou Informatique), vous êtes doté (e)s d'une capacité de négociation, d'une aisance relationnelle, du sens développé de l'écoute et d'une bonne maîtrise des outils informatiques tels que le pack office.

La motivation, la discipline sans faille et une bonne résistance au stress doivent être les qualités qui vous caractérisent.

Pour postuler, merci d'envoyer votre CV, une lettre de motivation et une copie de votre pièce d'identité à l'adresse: projetfinance2017@gmail.com

**Date butoir de dépôt de dossiers:** le 31 décembre 2016

Ministère de l'économie numérique et de la prospective

## Diversifier l'économie congolaise, à l'aide du numérique

Sous l'égide du Premier ministre, chef du gouvernement, Clément Mouamba, le Ministère délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'économie numérique et de la prospective, a organisé, du 23 au 25 novembre 2016, à la Grande bibliothèque universitaire, à Brazzaville, en partenariat avec le P.n.u.d. (Programme des Nations unies pour le développement) et la société de téléphonie mobile Azur Congo, les assises nationales du numérique, sous le thème: «L'économie numérique: un levier pour la diversification économique, l'emploi et la modernisation publique au Congo». Objectif global de ces assises: «Recueillir les propositions concrètes, en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale de développement de l'économie numérique, assortie d'un plan d'action, pour la période 2017-2021», selon le premier ministre, à l'ouverture des travaux.



De g. à dr: Mohamed Abchir, Benoît Bati et Jean-Rosaire Ibara.

Le gouvernement est préoccupé par le développement du numérique au Congo. C'est ce qu'on peut retenir de l'allocution prononcée par le Premier ministre, Clément Mouamba, à l'ouverture des assises nationales du numérique, organisées par Benoît Bati, ministre délégué, chargé de l'économie numérique, en partenariat avec le Pnud, représenté par Mohamed Abchir, représentant-résident adjoint, et la société Azur Congo.

Selon Clément Mouamba, les propositions concrètes découlant de ces assises permettront «au gouvernement de doter le pays des outils institutionnels, qui impulseront une dynamique constante et soutenue au déve-

veloppement du numérique». En organisant ces assises, le gouvernement et l'ensemble de ses partenaires, entre autres, le P.n.u.d et Azur Congo, pour ne citer que ceux-là, entendent faire du numérique «un levier majeur pour la création d'emplois, la compétitivité des entreprises, l'attractivité du Congo en matière d'investissements directs et la diversification de l'économie nationale. La jeunesse congolaise, dotée d'un fort potentiel créatif, jouera un rôle-clé pour l'écllosion d'une véritable économie numérique dans le pays», selon le représentant du P.n.u.d.

Les assises se sont déroulées sous forme d'ateliers, après les communications générales qui ont été faites. A l'issue des

travaux, des recommandations ont été formulées: la relecture de la loi n°9-2009 du 25 novembre 2009, pour l'adapter à la nouvelle donne; relancer et accélérer le processus d'adoption de l'ensemble des avant-projets de lois sur la cyberstratégie, notamment la loi d'orientation sur l'économie numérique qui devra servir de référence commune pour l'ordonnancement juridique de la société congolaise de l'information; les lois sur la cybersécurité, la cybercriminalité, les transactions électroniques, le droit d'auteur et des voisins; la mise en place d'un Conseil national du numérique; la création d'un Centre national de réponse aux attaques informatiques; des cellules ou unités départementales du numérique, etc. A cela

s'ajoutent: la création des directions des systèmes d'information dans tous les départements ministériels; la valorisation de la formation à l'école nationale polytechnique de l'Université Marien Ngouabi; l'installation d'une usine d'assemblage d'équipements informatiques, afin de réduire les coûts d'acquisition desdits équipements et faciliter l'accès au matériel informatique aux personnels et structures de l'éducation; la dotation d'un budget conséquent au Ministère de l'économie numérique; la professionnalisation des acteurs du service numérique, etc.

**Marcellin MOUZITA MOUKOUAMOU**

Université Marien Ngouabi

## Huit maîtres de conférences en médecine promus au Cames

Le rectorat de l'Université Marien Ngouabi a organisé, vendredi 25 novembre 2016, une cérémonie, pour féliciter les huit lauréats du 18<sup>e</sup> concours d'agrégation de médecine humaine, pharmacie, odontostomatologie, médecine vétérinaire et production animale du Cames (Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur), tenu, du 7 au 15 novembre 2016, à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad), au Sénégal. Sur un total de 201 candidats africains et malgaches présentés à ce concours, venant de 24 Universités de 19 pays membres du Cames, 172 ont décroché le grade de maître de conférences. Les huit candidats présentés par le Congo sont passés haut la main, soit un pourcentage de 100% qui prouve les performances et la qualité de l'enseignement supérieur au Congo.



Les officiels posant avec les lauréats.

Les lauréats congolais du 18<sup>e</sup> concours d'agrégation de médecine du Cames étaient à l'honneur, le vendredi 25 novembre dernier, au Rectorat de l'Université Marien Ngouabi. Ils ont fait honneur au pays. Il s'agit de:

- Gaston Ekouya-Owassa, maître de conférences agrégé, spécialiste de pédiatrie;
- Bertrand Elenga-Mbola, maître de conférences agrégé en cardiologie;
- Méo Stéphane Ikama, maître de conférences en cardiologie;
- Clotaire Itoua, maître de conférences agrégé en gynécologie obstétrique;
- Alain Maxime Mouanga,

maître de conférences agrégé en psychiatrie;

- Anani Sévérin W. Odzébé, maître de conférences agrégé en urologie andrologie;
- Paul Macaire Ossou-Nguié, maître de conférences en neurologie;
- Gilbert Fabrice Oti-Obanda, maître de conférences agrégé en anesthésie et réanimation.

Parrainée par la société de téléphonie mobile Mtn Congo et présidée par le Prof Jean-Rosaire Ibara, recteur de l'Université Marien Ngouabi, la cérémonie de congratulations a été rehaussée de la présence de Jean-Baptiste Ondaïe, secrétaire général de la Prési-

dence de la République, Louis Bakabadio, conseiller spécial du Chef de l'Etat à l'éducation, la recherche scientifique et à la formation professionnelle, et d'un parterre d'universitaires, de parents, amis et connaissances des lauréats. Notons que le coordonnateur général des jurys de ce 18<sup>e</sup> concours d'agrégation en médecine du Cames était le Pr Edourad Ngou-Milama, vice-recteur de l'Université des sciences de la santé et doyen honoraire de la Faculté de médecine de la même Université. Par ailleurs, la clôture solennelle avec la proclamation des résultats de ce concours à Dakar s'était déroulée en présence du ministre sénégalais de l'enseignement supérieur et de la

recherche, Mme Mary Teuw Niane, du secrétaire général du Cames, Bertrand Mbatchi, et de plusieurs autres personnalités universitaires. Aux lauréats, le Pr Ngou-Milama a prodigué ce conseil, dans son allocution de clôture: «Soyez légitimes dans votre métier, pour honorer votre Université et le Cames. Car vous êtes et serez toujours dans le viseur de la corporation et du pénal avec renvoi aux sanctions morale, éthique et pénale, en cas de déficit de légitimité et en situation de faute». Comme quoi, rien n'est définitivement acquis, à chaque fois qu'on exerce, on est à l'épreuve.

**Marcellin MOUZITA MOUKOUAMOU**

Première circonscription électorale de Talangaï (Brazzaville)

## Campagne de déparasitage des populations des quartiers 61 et 62

Comme à l'accoutumée, Hyacinthe Ingani, député P.c.t élu dans la première circonscription électorale de Talangaï, à Brazzaville, a lancé, dimanche 27 novembre 2016, une nouvelle campagne de déparasitage à l'albendazole 400 mg, en dose unique, au bénéfice des populations des quartiers 61 et 62 de Talangaï, à Mpila, exception faite aux femmes enceintes et aux enfants de moins de deux ans. Pendant la cérémonie de lancement de cette campagne qui dure deux semaines, le député Hyacinthe Ingani a remis à un échantillon de bénéficiaires, et la suite se fait par des équipes qui sillonnent les deux quartiers retenus.



Hyacinthe Ingani, pendant le lancement de l'opération.

Donnant le sens de la campagne de santé qu'il réalise régulièrement depuis 2002, au grand bonheur de ses mandants, le député Hyacinthe Ingani a déclaré: «Notre opération consiste à éliminer les parasitoses intestinales. Pour parler simplement, c'est pour lutter contre les vers. Vous pouvez prendre ce médicament soit avec de l'eau, soit le croquer, soit le mélanger avec la nourriture. C'est extrêmement important, parce qu'on a beaucoup de problèmes liés à la parasitose intestinale, c'est un problème majeur de santé publique».

Le député de la première circonscription de Talangaï a insisté sur l'importance du déparasitage chez les enfants. «Les enfants qui ont les vers n'ont pas une bonne croissance et pire, leur intelligence est affectée. Chez les adultes, vous avez des manifestations diverses qui portent atteinte à leur bien-être et leur santé, en l'occurrence le manque d'appétit, etc.», a-t-il précisé.

Outre cette opération, les parents ont intérêt à déparasiter régulièrement leurs enfants, pour espérer avoir une progéniture prospère.

Le déparasitage seul ne suffit pas, a-t-il ajouté, il y a, par la suite, un contrôle qui se fait par le biais des prélèvements des selles. «Une fois qu'on a fait cela, pratiquement, toute la circonscription est déparasitée. On ne trouve plus sur les échantillons analysés des traces de parasites. C'est donc d'une efficacité indéniable», a-t-il indiqué, avec certitude.

Rappelons que pour se tenir en bonne santé, il est impérieux de se déparasiter après six mois, c'est-à-dire deux fois l'an.

Interrogé sur la lancinante question de rupture en médicaments anti-rétroviraux, l'élu de Talangaï et membre de la commission santé de l'assemblée nationale a fait savoir que la ministre de la santé a annoncé que des mesures ont été prises pour éviter, justement, des ruptures en anti-retroviraux. Un accord a été signé avec un certain nombre de pays, notamment la Côte-d'Ivoire qui permet de prépositionner un stock de médicaments. «C'est pourquoi nous devons avoir un parlement dense qui soit en mesure, de façon efficace, de contrôler l'action gouvernementale, pour éviter toutes les turpitudes que l'on a pu observer au cours des dernières années», a-t-il affirmé.

**Esperancia MBOSSA-OKANDZE**

### Nouveaux tarifs pour abonnement

	Congo	Autres pays d'Afrique
6 mois	182 Euros	96 Euros
Retrait sur place:	15.600	96 Euros
Expédié:	23.400	192 Euros
1 an		Europe
Retrait sur place:	31.200	96 Euros
Expédié:	46.800	192 Euros
	France, Afrique Francophone	Amérique-Asie
91 Euros	100 Euros	200 Euros

Pour tous renseignements, contacter les bureaux de La Semaine Africaine à Brazzaville et à Pointe-Noire. e-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

**Coup d'oeil en biais**

**Pas d'électricité, pas d'eau, pas de gaz, pas de carburant...c'est dur, la vie à Brazzaville**

La vie quotidienne dans la capitale, Brazzaville, est un véritable parcours du combattant, pour la plupart de ses citoyens et même dans les autres villes du pays. Pas d'électricité, pas d'eau courante, pas de gaz de cuisine, pas de carburant, pas de connexion Internet, tout ceci sur fond de crise financière et d'insécurité dans le Pool... D'autres difficultés s'y ajoutent bien évidemment, comme le phénomène d'érosion et d'inondation dans certains quartiers. Les faits de pénurie sont devenus si récurrents qu'ils ne préoccupent plus les pouvoirs publics. Quand il n'y a pas d'électricité, il faut seulement attendre son rétablissement. Quand il n'y a pas de gaz, il faut seulement aller s'aligner chaque jour à un dépôt de gaz jusqu'au jour où la chance vous sourira. Cela peut durer quelques heures, jours, semaines ou mois... Les Congolais sont condamnés à prendre leur mal en patience. Ça use les nerfs, mais il faut apprendre à vivre avec. On n'a pas de choix. Ceux qui ont les moyens se débrouillent à ne pas être affectés par tous ces faits de pénurie. Les artistes n'ont-ils pas chanté l'article 15? Le reste, c'est la «pourtique»!

**Un militaire dégoupille une grenade après une dispute avec sa femme**

La scène s'est passée le samedi 3 décembre 2016, vers 21h, au quartier Petit-chose, à proximité de l'Ecole primaire 18 mars 1977, à Talangaï, le sixième arrondissement de Brazzaville. Un adjudant de la Force publique en colère, après une dispute avec sa femme qui s'est enfoncée, a pris une grenade dans sa chambre et l'a dégoupillée dans la cour de leur domicile, où ils sont locataires. Heureusement, un locataire comme lui, qui avait suivi l'action, est intervenu et d'un coup de pied, a balancé la grenade qui est allée finalement échouer dans une parcelle voisine où elle a explosé, détruisant en partie une maison et quelques appareils électroniques. Dieu merci, personne n'a été touché par le projectile qui, en explosant, a assourdi le quartier comme une foudre. Le militaire, âgé de 45 ans et père de 4 enfants, décrit comme un individu très violent et irascible, a été maîtrisé et conduit au commissariat de police du quartier. Tout indique que l'infortuné voulait se suicider. On signale, par ailleurs, que ses collègues de corps militaire, informés, ont perquisitionné son domicile et récupéré un pistolet automatique, un P.m.k et d'autres grenades.

**Un mort dans l'incendie d'une plateforme pétrolière d'Eni au large de Pointe-Noire**

Une personne tuée, une autre portée disparue et cinq personnes atteintes de brûlures. C'est le triste bilan de l'accident qui a eu lieu, jeudi 1er décembre 2016, sur le site d'exploitation pétrolière offshore Foukanda, au large de Pointe-Noire, et appartenant à la compagnie pétrolière italienne Eni. Un incendie s'est déclenché sur la plateforme, causant d'importants dégâts matériels. 45 personnes étaient présentes sur la plateforme au moment du sinistre. Le feu a été maîtrisé par des équipes spécialisées, qui ont évacué les employés qui y exerçaient. On ignore les causes de l'accident. L'enquête ouverte par la compagnie pétrolière devrait permettre d'élucider les circonstances. Selon la compagnie, la personne décédée était de nationalité congolaise et travaillait comme grutier chez Afrimel-Italgru, une société de sous-traitance offshore. L'italien Eni exerce dans l'exploration et la production de pétrole au Congo. La compagnie détient une participation de 58% dans la zone de Foukanda.

**Pour Basile Obongui, Hugues Ngouelondélé doit être sanctionné**

Le livre du maire de Brazzaville, intitulé «*Faire la politique autrement*», continue de diviser les camarades membres du P.c.t (Parti congolais du travail). Il y a ceux qui l'approuvent et ceux qui pensent que l'auteur n'a pas respecté la discipline du parti. Invité du journal dominical de Radio-Congo, à 7h, en qualité de directeur général du Centre congolais du commerce extérieur, Basile Obongui, qui est aussi membre du P.c.t, estime que le camarade Hugues Ngouelondélé a commis un acte punissable par les statuts du parti. «*En tant que membre du P.c.t qui n'est pas allé au P.c.t en 2011, eux ils sont venus en 2011, je le condamne dans la procédure. Il est membre du comité central. Il lui revenait de prendre sa réflexion et la remettre à la structure à laquelle il appartient. Un camarade comme ça, on ne peut pas le sanctionner, parce que c'est l'enfant de..., c'est le neveu de..., c'est le frère de.... On ne va pas avancer. Il a commis un acte qui est punissable par les statuts de notre parti, on le sanctionne, d'abord, après il reviendra à la raison. Parce qu'il n'a pas suivi la procédure. Tant qu'il n'y a pas de sanction, on va toujours arriver à ça*», a-t-il déclaré.

**Enam du Cameroun: des étudiants congolais encore en rade à Brazzaville**

Des étudiants congolais admis au concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration et de magistrature du Cameroun traînent encore à Brazzaville, alors que la rentrée a eu lieu le 1er décembre 2016. Le concours a été organisé à Brazzaville, en partenariat avec le Ministère congolais de la justice. D'après les étudiants, une soixantaine environ, ils doivent être mis en route par l'Etat congolais. Chacun dispose déjà de son passeport et son titre de voyage, mais il semble que le gouvernement congolais n'a pas encore payé les frais de loyers à la partie camerounaise. Il y a quelques jours, ils auraient tenté de rencontrer les autorités nationales, notamment le ministre Pierre Mabiala, mais celui-ci n'était pas à ce moment-là à son cabinet de travail. Les infortunés s'impatientent, car le temps passe.

**Des sacs nguri à Mpila: Pascal Tsaty-Mabiala rejette les accusations**

Parlant de la gestion de son parti, samedi 26 novembre 2016, lors de la cérémonie marquant la rentrée politique de cette formation politique, au titre de l'année 2016-2017, Pascal Tsaty-Mabiala, premier secrétaire de l'U. pa.d.s, s'est défendu au sujet des sacs nguri qu'il va, soi-disant, récupérer à Mpila. «*Je n'y suis jamais allé. Quand on organise les activités, on dit qu'on a été financé par Sassou. Quand on ne fait rien, on dit que le parti est dans la torpéur. Qu'est-ce qu'il faut savoir, alors? Notre chance, c'est de voir des élus qui contribuent au financement du parti. Ce sont des retraités à la source. En plus, nous avons une subvention publique qui, malheureusement, n'est pas payée depuis trois ans. C'est la différence avec les autres partis. Nous avons le minimum pour vivre. (...) A propos de la construction de notre siège, nous avons un bien immobilier au centre-ville que nous avons vendu*», a-t-il déclaré.

**Quinzaine des droits de l'homme au Congo**

**Pour une plus grande vulgarisation des textes relatifs aux droits des enfants**

La délégation de l'Union européenne au Congo a organisé, du 19 novembre au 3 décembre 2016, une campagne de communication destinée à faire la promotion des droits de l'homme, de manière générale, avec un accent particulier sur les droits des enfants. La cérémonie de lancement de cette campagne avait eu lieu à l'Institut français du Congo (ex-Centre culturel français), à Brazzaville, samedi 19 novembre 2016, sous le patronage de Mme Saskia De Lang, ambassadeur, chef de la délégation de l'Union européenne au Congo. Ce lancement était marqué par le vernissage de l'exposition-vente des tableaux de peinture réalisés par les enfants vulnérables âgés de 7 à 21 ans, dans le hall de l'institut. L'objectif de cette campagne est de susciter une réelle prise de conscience sur la situation des enfants au Congo, d'où l'appel à la vulgarisation des textes juridiques relatifs aux droits des enfants.



Mme Saskia De Lang et Pierre Mabiala à la causerie-débat.



La présence des enfants à l'ouverture.

Dans le cadre de la quinzaine des droits de l'homme au Congo, une causerie-débat a été organisée, mardi 22 novembre 2016, dans la salle de conférence de la Fédération des Mucodec (Mutuelles congolaises d'épargne et de crédit), à Brazzaville, sur le thème: «*Droit des enfants: état des lieux, actions et dispositifs en faveur de leur protection et de promotion de leurs droits*». Ouverte par Pierre Mabiala,

ministre de la justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones, en présence de Mme Saskia De Lang, cette causerie-débat a réuni les professionnels de la protection de l'enfance, comme les associations, les pouvoirs publics, les partenaires techniques et financiers et les institutions internationales. L'application de la convention internationale des droits de l'enfant ratifiée en 1993 par le Congo était au centre des

préoccupations. Le Congo a mis en place, en 2010, la loi Potignon, qui constitue une

véritable révolution, car elle tient compte des phénomènes tels que les enfants de la rue, la traite des enfants et la prostitution. Cette loi est à la base de nombreuses initiatives politiques et de la société civile. De nombreuses avancées ont été réalisées, mais il y a encore des points d'achoppement. C'est pourquoi a été exprimée la nécessité de lancer une réflexion sur la manière de développer de nouvelles pistes de travail en matière de protection de l'enfance au Congo.

Un documentaire vidéo, intitulé: «*Kinshasa Kids*», a été projeté. Il décrit la situation de huit enfants de rue considérés comme sorciers par leurs familles. Ces enfants ont monté un groupe musical, pour déjouer le sort et reprendre le contrôle de leurs vies. Dans son allocution, Mme Saskia De Lang a déclaré: «*L'Union européenne porte fièrement le flambeau des droits de l'homme, dont ceux des enfants vulnérables*». Selon elle, l'Union européenne finance cinq projets visant spécialement la protection des enfants vulnérables (enfants en rue, enfants atteints de V.i.h, mineurs incarcérés) au Congo. Le ministre Pierre Mabiala a, quant à lui, reconnu que le Congo dispose d'un cadre juridique garantissant les droits de l'enfant: «*L'enfant est un être fragile, parce qu'il ne présente pas les mêmes aptitudes que l'adulte pour organiser la défense de ses droits, en cas de violation. Pour ce qui est du cadre juridique, la République du Congo dispose des instruments qui garantissent les droits de l'enfant*».

Une série d'activités a marqué la quinzaine des droits de l'homme au Congo. Cette campagne a intégré aussi des activités proposées par les associations et O.n.gs, dont l'Union européenne finance les projets et par l'ambassade de France.

**Philippe BANZ**

**Médias**

**L'émission «Parole à la femme» sur Télé-Congo, un an déjà!**

Gina Ntumba Mutanda a marqué le premier anniversaire de son émission «Parole à la femme» sur Télé-Congo, par une conférence-débat, samedi 26 novembre 2016, au Cinu (Centre d'informations des Nations unies), à Brazzaville. Le fait spécifique est que cette conférence était animée par trois diplomates: Mme Stéphanie S. Sullivan, ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique, Mme Norma M. Borges Ren Gifo, ambassadrice du Venezuela, et M. Christophe Muzungu, ambassadeur de la RD Congo. Une quinzaine de femmes d'obédiences religieuses diverses ont pris une part active à cet espace d'échange.

trouver des solutions».

Intervenant, à son tour, M. Christophe Muzungu a fait des constats sur la situation de la femme, comme suit: «*Je pense que la femme n'est pas intelligente, mais maligne. Je vais faire des constats sur l'égalité entre les sexes. On peut parler de l'égalité pour l'accès aux postes de responsabilité; à compétences égales, responsabilités égales. Je demande aux femmes d'être*

L'émission «Parole à la femme» sur Télé-Congo est un espace qui offre aux téléspectateurs l'opportunité de s'informer sur la vie ou la réalité sociale des femmes africaines. C'est une émission qui se veut une tribune de libre expression destinée à toutes les tendances confondues.

Dans son mot introductif, l'animatrice, Gina Mutanda Mutanda, a précisé l'objet de cette rencontre, en ces termes: «*L'émission Parole*



De g. à dr: Christophe Muzungu, Mme Stéphanie S. Sullivan et Mme Norma M. Borges Rengito.

communautés, si le sexe opposé prenait en compte les préoccupations de la gente religieuse». Exposant la première, Mme Norma M. Borges Rengito a déclaré: «*La femme vénézuélienne a une histoire et mène la même lutte que toutes les femmes du monde. Aujourd'hui, les femmes vénézuéliennes sont présentes dans toutes les institutions du pays*». Pour sa part, Mme Stéphanie S. Sullivan a donné son point de vue sur la femme: «*A mon avis, la femme gère les choses de manière inclusive. Je trouve que la femme fait attention aux détails, elle partage l'information, pas seulement dans le sens du «songui-songui», mais pour jouer le rôle de «sapeur-pompier», pour l'intérêt de tous. Les femmes doivent jouir d'une liberté qui leur permet de faire le diagnostic de leurs problèmes et*

dier pour avoir accès aux mêmes postes que les hommes. Et puis, je suis parmi ceux qui sont contre l'homosexualité. En Europe, à partir de 16 ans, l'enfant fait le choix de son sexe. Ce phénomène prend de l'ampleur à Kinshasa, comme à Brazzaville et tous acceptent ce phénomène, au nom de la liberté, non! Les femmes devraient se lever pour dire non. Il est écrit dans la Bible: «*Femme, ouvre ta bouche et plaide ton cas*».

Après ces interventions qui ont suscité un grand intérêt auprès de l'assistance, Gina Ntumba-Mutanda a donné les objectifs visés par son émission dans l'optique d'enrayer les violences faites aux femmes, promouvoir ses droits et libertés, contribuer à son épanouissement pour le développement social.

**Victor GUEMBELA**



Gina Ntumba-Mutanda.

à la femme ne se limite pas à faire parler la femme ou à lui octroyer la possibilité de s'exprimer librement dans le cadre de sa promotion. Elle est consciente, par ailleurs, que la conjugaison de deux forces (homme et femme) offrira le résultat d'un développement durable de nos

26<sup>e</sup> anniversaire du R.d.d (Rassemblement pour la démocratie et le développement)

## «Le R.d.d n'a pas disparu du paysage politique congolais, il se recherche parfois»

Le R.d.d (Rassemblement pour la démocratie et le développement) a célébré, vendredi 2 décembre 2016, à son siège, au centre-ville de Brazzaville, le 26<sup>e</sup> anniversaire de sa création, lors d'une rencontre sous le patronage de son président-fondateur, l'ancien chef de l'Etat Jacques-Joachim Yhomby Opango, en présence du secrétaire général, Emile Opangault, des membres du comité directeur, du bureau exécutif national et du secrétariat. «Le R.d.d n'a pas disparu du paysage politique congolais, il se recherche parfois...», a dit son secrétaire général, Emile Opangault, dans l'unique allocution prononcée au cours de cette rencontre. La dernière réunion du bureau exécutif national du R.d.d remonte au 30 décembre 2015, au cours de laquelle ce parti avait relancé son partenariat avec le P.c.t, devenant ainsi membre de la majorité présidentielle, après quelques balbutiements à l'opposition.



Jacques-Joachim Yhomby Opango.

Le 26<sup>e</sup> anniversaire du R.d.d n'a pas connu d'éclat. Il a été célébré en toute modestie et dans la convivialité. Comme quoi, les années passent, mais ne se ressemblent pas. L'on se souvient que dans le passé, la célébration de ses anniversaires donnaient lieu à des manifestations grandioses, avec des slogans du genre: «R.d.d 4x4!»; «R.d.d tout terrain»; «R.d.d: akobanga ôh akobanguisaka?». Mais, qu'il neige ou qu'il pleuve, le R.d.d est un roseau qui plie, mais ne rompt point, comme aiment à le dire ses militants et sympathisants. A la faveur du 26<sup>e</sup> anniversaire de sa création, l'assistance n'a eu droit qu'au mot de bienvenue du secrétaire général, Emile Opangault, alors que le président-fondateur, Jacques-Joachim Opango, n'a pas prononcé de discours, ni accordé d'interview à la presse. Après avoir fait un bref rappel historique du parti créé le 2 décembre 1990, et circonscrit l'événement, Emile Opangault a reconnu que «depuis les événements de 1997, le R.d.d a connu des moments difficiles, mais c'est le propre de la vie politique que de connaître des périodes de flux, de reflux». Comme



Emile Opangault.

pour répondre aux détracteurs qui prétendraient prononcer l'oraison funèbre du parti, il a déclaré: «Le R.d.d n'a pas disparu du paysage politique. Il se recherche parfois, mais par ses analyses, il voudrait comprendre les événements et aller dans le sens de l'histoire, c'est-à-dire du combat pour le développement de notre pays et le bien-être de notre peuple». Le secrétaire général a relevé que ce combat est loin d'être un fleuve tranquille et les turbulences

n'épargnent aucun parti dans le pays. «Aussi, notre rencontre d'aujourd'hui voudrait dire que le R.d.d vit autour de son président-fondateur, le compagnon Jacques Joachim Opango, qu'il se battra et sera toujours au rendez-vous avec l'histoire, aux côtés du peuple congolais», a-t-il dit. Ces retrouvailles ont permis à la direction nationale du parti de remobiliser les militants et les exhorter à consolider la paix et l'unité nationale. Abordé par la presse sur la situation qui prévaut dans le département du Pool, le secrétaire général du R.d.d a indiqué: «Le Congo est un et indivisible. S'il y a une partie de notre pays qui connaît des problèmes, c'est tout le pays qui en souffre. Le R.d.d souhaite que la paix y revienne. Ça, c'est notre vœu... Il faut que la paix revienne dans le Pool, par tous les moyens, parce que quand il y a des guerres asymétriques de ce genre, c'est difficile de les maîtriser et les dégâts collatéraux sont importants. Pleins d'innocents perdent leur vie. C'est aussi une vie économique qui est paralysée. Les enfants ne vont pas à l'école. Il faut que les Congolais comprennent: il faut que ça cesse. Le débat doit être dans les

partis politiques, le débat doit être au parlement, le débat ne doit pas être avec les armes». Mais en le disant, le secrétaire général est-il favorable au dialogue? «Certainement! Il faut qu'un jour les Congolais se parlent. Mais, il faut que les Congolais cessent de prendre les armes pour n'importe quoi. S'il vous plaît, même si les problèmes sont graves, qu'on cesse avec ce jeu. Vous avez vu la guerre de 1997, la plupart de ceux qui ont perdu leur vie et autres étaient parfois des gens qui n'avaient rien à voir avec la politique. Nous, les élites politiques, nous sommes garants de la paix dans un pays. Nous devons faire cet effort. Quand quelqu'un a fait la politique, il faut qu'il évite d'aller prendre les armes pour une cause ou une autre, n'est-ce pas? Il y a un débat politique, nous sommes au 21<sup>e</sup> siècle, il n'est pas question de prendre les armes pour n'importe quoi. La Colombie qui a connu une guerre civile pendant 52 ans, personne n'a gagné, ils sont revenus à la case des négociations», a-t-il répondu.

Pascal-Azad DOKO

### Padef (Programme d'appui au développement des filières agricoles)

## Plus de 4 milliards de francs Cfa pour poursuivre les activités du programme en 2017

Le comité national de pilotage du Padef (Programme d'appui au développement des filières agricoles) s'est réuni en session ordinaire, mardi 29 novembre 2016, au Ministère des affaires étrangères, à Brazzaville, sous les auspices de Jean-Claude Elombila, conseiller à l'agriculture, représentant le directeur de cabinet du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, en présence de Benjamin Dira, coordonnateur du Padef.



Les membres du comité de pilotage.

Au cours de cette session, les membres dudit comité ont examiné et adopté le programme de travail ainsi que le budget exercice 2017 qui s'élève à la somme de 4.510.190.717 F. Cfa.

La session ordinaire du comité national de pilotage du Padef a permis de prendre connaissance de l'évolution dudit programme avec pour principal objectif, la mécanisation de l'agriculture, afin de réduire considérablement les importations des produits agricoles, améliorer durablement la sécurité alimentaire, les revenus des petits producteurs (agriculteurs, éleveurs et pêcheurs), créer des emplois durables pour les ruraux et soutenir le développement agricole du secteur privé hors-pétrole.

D'un coût global de 17,35 millions dollars et cofinancé par le Fida (Fonds international de développement agricole) et le gouvernement congolais, ce programme, qui est sous la tutelle du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, a concerné dix départements pour 70 districts, 820 villages et 15.000 ménages.

Signalons que le Padef a été lancé en juillet 2013 et il est à sa dernière année d'exécution. Sa clôture interviendra en juin 2018.

Pascal BIOZI KIMINO

### Troisième circonscription électorale de Lumumba (Pointe-Noire)

## Maurice Mavoungou reconstruit le mur de clôture de l'Ecole Charles Miningou

Député M.a.r (Mouvement action et renouveau - majorité présidentielle), élu dans la troisième circonscription électorale de Lumumba, à Pointe-Noire, Maurice Mavoungou a lancé, samedi 28 novembre 2016, les travaux de construction du mur de clôture de l'Ecole primaire Charles Miningou. C'était au cours d'une cérémonie en présence d'Adolphe Mbou-Maba, directeur de cabinet du ministre de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Pierre Albert Victor Bayonne, administrateur-maire dudit arrondissement, des chefs de quartiers, des enseignants, des élèves et des habitants du quartier.

Le mur de clôture de l'Ecole primaire Charles Miningou, dont la construction est financée par le député Maurice Mavoungou assure le financement, aura une longueur de 418 mètres linéaire et 2,30 mètres de hauteur. Il sera construit en matériaux durables et équipé de quatre portails métalliques. Pour ne pas faire les choses à moitié, le député Maurice Mavoungou va rénover le plafond des deux bâtiments A et B qui forment l'Ecole primaire Charles Miningou, vieille de 50 ans et le rafraîchissement des murs par la peinture. Conscient de ce que le sport contribue au développement des facultés intellectuelles des élèves, il sera aussi aménagé, derrière les bâtiments scolaires, un stade omnisports pour la

pratique du mwana-foot, du basketball, du handball, du volleyball, du tennis et du nzango. Les travaux sont exécutés par l'entreprise N.G Services, pour un coût global de 50 millions de francs Cfa. Cette action du député Maurice Mavoungou, qui intervient un mois seulement après la fin des travaux de rénovation de l'Ecole primaire Lien Athanase Dambou, au quartier 111, montre, clairement, sa volonté et sa détermination à accompagner le gouvernement dans l'œuvre de redressement du système éducatif national. Interrogé sur son engagement à rénover les écoles de sa circonscription, Victor Bedi, le suppléant du député, a expliqué ce qui suit: «Notre engagement répond à un double souci. Le



Maurice Mavoungou lançant les travaux.

premier, celui de contribuer à la résolution de l'épineux problème de la sécurisation des établissements scolaires de notre circonscription scolaire, de notre circonscription électorale et, partant, offrir au corps enseignant, ainsi qu'aux apprenants, des garanties de sécurité requises devant leur permettre de travailler en toute quiétude et en toute sérénité. Le second

est de tenir ces établissements scolaires à l'abri des actes récurrents d'incivisme, régulièrement déplorés». Signalons que les travaux de construction du mur de clôture de l'Ecole primaire Charles Miningou dureront trois mois.

Equateur Denis NGUIMBI

La Semaine Africaine, votre journal

Ecole Supérieure de Commerce et d'Industrie du Congo (ESCIC)

Rentrée académique en janvier 2017

Cours du soir pour Salariés

Vous êtes salariés, vous souhaitez améliorer vos compétences et avoir un diplôme européen, plus de soucis, inscrivez-vous dans l'une de nos formations :

- Bachelor of Business Administration (BBA) Troisième année (Licence professionnelle et polyvalente) en français/diplôme de IFAM de Paris.

- Master en Contrôle de Gestion (MCG)/diplôme de ITESCIA Paris.

- Master en Qualité - Hygiène - Sécurité - Environnement (MQHSE)/diplôme de ITESCIA Paris

- Master Management des Organisations/ Entreprises (MMO)/diplôme de ESLSCA Paris
- Master of Business Administration (MBA)/diplôme de ESLSCA Paris

- Master en Management des Ressources Humaines (MRH)/diplôme de ESLSCA

Site : Immeuble PBG, au Centre-Ville, à 100m de la Radio Pointe-Noire.

Tél.: 06 638 85 87; 04 43 148 27- escicinfo2013@gmailcom; www.escic-cg.com



## THE WORLD BANK - Congo

### Vacancy Announcement

**Title: Executive Assistant (1 position) - Local Appointment**  
**Location: Brazzaville, Congo (Republic of)**  
**Duration: A Two Year Term Appointment**

The World Bank, a leading multi-lateral institution in global economic development, is seeking an Executive Assistant to be based in Brazzaville, Republic of Congo, to support the Country Manager.

The Executive Assistant will report directly to the Country Manager for Republic of Congo. She/he is an essential member of the team based in Republic of Congo. The incumbent is responsible for providing the full range of support to the Country Manager, assisting in the coordination with World Bank staff, country authorities and development partners. The incumbent will need to possess the highest level of professionalism, diplomacy, tact and discretion.

#### 1. Duties and Accountabilities

The EA's duties and accountabilities include, but are not limited to, the following:

##### 1) Support to the Country Manager:

- Manages schedule: Organizes and coordinates relevant briefing or background material for meetings. Screens and prioritizes incoming correspondence and messages, independently responding to extensive and diverse inquiries, liaising with others in the office and making independent decisions when multiple courses of actions are required. Monitors and follows up on issues related to the Country Manager's function and ensures that relevant staff members are informed. Handles sensitive and confidential information. Ensures timely submission and review of briefing materials and appropriate follow-up actions, making sure materials are presented to the Country Manager.
- Initiates and coordinates all aspects of the CM's travel schedule (i.e., SAP, ticket and hotel reservations, visa requests, etc.) including coordinating the travel and protocol needs.
- Drafts correspondence and prepares and ensures adherence to administrative guidelines and overall quality of outputs requiring the Country Manager's signature.
- Provides general research support and utilizes all relevant computer software to retrieve, maintain and manipulate data and independently respond to diverse inquiries and make decisions when multiple courses of action are possible.
- Establishes and maintains relevant files and databases for the Country Office (CO). Ensure project documents are filed according to regional standard.
- Ensures the quality and timeliness of information emanating from the Front Office (FO); independently decides and follows through on appropriate dissemination of information to staff by sharing reports, status updates and other information as necessary.
- Ensure effective operation of the CO, correspondence flow and specifically WBdocs and Records Management. Works closely with, and supports the CO Operations Officer as needed.

##### 2) Representation and Liaison:

- Provides guidance, leadership and direction within the CO to facilitate a changing work environment and a strong communication flow among virtual teams. Coordinates with the Republic of Congo and Democratic of Congo based Executive Assistants and Washington based staff (e.g., Country Management Unit (CPC and Program Assistant) and GPs' staff) on a regular basis, assuring smooth functioning of the CO.
- Serves as the first point of contact and liaison with an extensive network of contacts at the most senior levels, both internally and externally. Interacts and maintains an effective network with the client to ensure effective cooperation in support of CO and Bank program needs.
- Exercise judgment, tact and discretion in responding and/or redirecting inquiries to appropriate sources and in dealing with sensitive or highly confidential matters. Makes decisions when multiple courses of action are possible and provides follow-up on required actions and monitors compliance.
- Independently organize high level events such as client and donor meetings and workshops and high level visits.

##### 3) Leadership of the Administrative Client Support (ACS) staff:

- Assumes responsibility for the overall quality of delivery, organization and coordination of office administrative support work. Responsible for maintaining overview of the ACS work program and workload by collaborating and coordinating with task team members on staffing, scheduling and resolving work priorities. Works closely with the Human Resources Business Partner (HRBP) based in Cote d'Ivoire to interview, select, coach and mentor CO ACS and participates in decisions related to staffing and performance of the ACS mapped staff.
- Act as a role model, promoting collaboration, quality work and development of team members. Works with the ACS and CO staff to anticipate and resolve a variety of conflict situations. Plays a significant leadership role with respect to all issues related to ACS staff in the CO, including participating in cross-regional and institutional activities.
- Ensures the smooth operation of the office support work and related systems by assuming primary responsibility for organizing and coordinating workflow and for overall administration and supervision of the ACS team. This includes coordination and monitoring of multiple and diverse work processes and activities to ensure that management decisions and directives are properly carried forward. Play a significant role in identifying and addressing issues pertaining to ACS and their work within the country office. S/he is expected to provide guidance, leadership, and direction to facilitate a forward-thinking work environment, to be proactive in resolving challenges in a productive way, and to promote knowledge-sharing among the ACS.
- Assess and evaluate the training needs for ACS staff in the CO, through the information and Learning Plans, and coordinates with the Learning Committee, the ACS Regional Leadership Team (RLT) Learning Committee as appropriate.
- Provide overall guidance and feedback to ACS staff by providing primary input to their Overall Performance Evaluation (OPEs). Play a significant leadership role with respect to all issues related to ACS. As part of the ACS RLT, participate in the AFR ACS cross-regional initiatives as well as in institutional/corporate activities outside the CO.

##### 4) Country Office Management:

- Acts as TRS and LARS coordinator in the absence of the RMA.
- Serves as the focal point person for regional and institutional activities involving level GA to GC staff in the country office.

#### 2. Selection criteria

Minimum Education: Candidates with Bachelor's degree in business administration or social sciences will have an advantage.

- Minimum of four years of direct relevant experience.
- Extensive and diverse experience, and in-depth knowledge of the full range of Bank Group processes, policies and procedures
- Experience in dealing with senior officials both within and outside the Bank, previous experience or exposure as an Executive Assistant is an advantage.
- Strong oral and written communication skills including ability to draft and edit a variety of correspondence and ensure quality of written outputs for clarity of message. Ability to draft correspondence on a range of topics and ensure quality of documents requiring approval and/or signature
- Excellent interpersonal and intercultural communications skills; maturity and ability to interact responsively and tactfully with staff at all levels, with demonstrated good judgment and discretion.
- Strong organizational skills and demonstrated ability to multitask and judge priorities under extremely tight deadlines.
- Demonstrated ability to ensure total discretion, confidentiality and strong personal ethics.
- Demonstrated ability to be proactive, exercise sound judgment, and use problem-solving skills in dealing with unexpected situations, often under pressure.
- In addition to a proven track record in areas such as judgment, reliability, resourcefulness and flexibility, it is important that the candidate have a positive attitude, be a self-starter and maintain composure under stressful situations.
- Ability to coach and mentor junior ACS staff.
- Ability to create a positive and cohesive team environment within the Country Office and in dealing with the other units

in the country department.

- Expert use of all relevant computer software using advanced functions on Bank standard computer applications, in particular: MS Word, Excel & PowerPoint, Outlook, SAP, Internet Explorer.
- Effective analytical, research, innovative and problem-solving skills.
- High degree of independence, motivation, initiative and reliability.
- Flexibility and willingness to adjust scope of responsibilities.
- Flexibility with working hours and willingness to work overtime.

#### Competencies

Tasks and Workflow Management - Has good organizational skills, and the ability to work capably in a fast-paced, deadline oriented environment, managing multiple tasks within tight deadlines.

- HR Policy Knowledge and Application - Possesses basic understanding of HR employment life cycle, HR policies, processes and practices. Able to advise clients on basic HR related topics.

- Performance Management Support - Demonstrates basic understanding of the probation, confirmation and promotion related policies and processes. Prepares the unit specific timetable of the Performance Management process. Provides support to client learning events.

- Technology and systems knowledge - Exhibits excellent knowledge of Microsoft Office applications and proficiency of technology or/and systems relevant to functional area. Able to coach less experienced staff on relevant technology and systems.

- Project and task management - Able to undertake diverse and complex assignments with minimal supervision and resolve competing demands. Demonstrates good organizational skills, can plan and prioritize own work and work of internal clients (e.g. manage manager's calendar).

- Institutional policies, processes, and procedures - Demonstrates relevant functional knowledge and understanding of institutional priorities, policies, operational and administrative procedures, and people. Able to practically apply and guide others in policy application.

- Versatility and adaptability - Demonstrates initiative and motivation to proactively learn new developments in relevant policies, procedures and technology. Is able proactively identify, prevent and/or solve problems. Able to participate in change activities and initiatives.

- Team Leadership (ACS) - Able to provide support to team members, giving instructions when necessary to improve work performance and promote collaboration within team. Able to organize and/or conduct training for team members on procedures, policies and work activities.

- Client Orientation - Able to interact with clients with discretion and diplomacy. Demonstrates ability to resolve complex client related issues. Displays understanding of relevant internal and external factors and their impact to the client.

- Drive for Results - Takes personal ownership and accountability to meet deadlines and achieve agreed-upon results, and has the personal organization to do so.

- Teamwork (Collaboration) and Inclusion - Collaborates with other team members and contributes productively to the team's work and output, demonstrating respect for different points of view.

- Knowledge, Learning and Communication - Able to communicate in a constructive and professional manner. Can assist in the preparation of written materials in accordance with WB administrative guidelines and best practices. Able to contribute to unit's knowledge sharing.

- Business Judgment and Analytical Decision Making - Able to effectively and independently provide general research support. Demonstrates ability to assess situation, and make sound judgment on action needed.

#### 3. Method of Applications

Interested candidates are requested to submit their applications online at

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTJOBSNEW/0,,contentMDK:23122244~menuPK:8680050~pagePK:8454306~piPK:7345678~theSitePK:8453353,00.html> before close of business on December 12, 2016. Once on the site look for job number # 162656 and follow the steps to apply.

**PAPER APPLICATION WILL NOT BE CONSIDERED.**

Premières assises nationales sur le développement de l'économie numérique

# Les chantiers du développement numérique sont lancés au Congo

Les assises nationales sur le développement de l'économie numérique se sont tenues du 23 au 25 novembre 2016, à la Grande Bibliothèque de l'Université Marien Ngouabi, à Brazzaville, sur le thème: «Economie numérique, un levier pour la diversification de l'économie, la compétitivité, l'emploi et la modernisation de l'Administration publique au Congo». Quatre moments forts ont caractérisé les travaux, à savoir: la cérémonie d'ouverture; les travaux en ateliers; les travaux en plénière et la cérémonie de clôture.

## 1- De la cérémonie d'ouverture

Placée sous le haut patronage du Premier Ministre Chef du Gouvernement, Monsieur Clément Mouamba, la cérémonie d'ouverture a été ponctuée par trois allocutions:

- l'allocution du Représentant-Résident du PNUD au Congo, Monsieur Mohamed Abchir;
- l'allocution du Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'économie numérique et de la prospective, Monsieur Benoît Bati;
- le discours d'ouverture du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Monsieur Clément Mouamba.

## 1-1: De l'allocution du Représentant-Résident du PNUD au Congo

Dans son allocution de circonstance, le Représentant-Résident du PNUD au Congo a formulé l'engagement de son organisation à accompagner le Gouvernement de la République du Congo dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique nationale de développement de l'économie numérique. Il a pour cela remercié les autorités politiques et administratives et particulièrement le Ministère délégué chargé de l'économie numérique et de la prospective pour le partenariat régulièrement renforcé entre le Gouvernement et le système des Nations unies dans son ensemble, a-t-il conclu.

## 1-2: De l'allocution du Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'économie numérique et de la prospective

Prenant la parole, le Ministre délégué a fixé les objectifs des assises et exprimé sa gratitude aux partenaires en ces termes: «Ces assises sont organisées de manière à stimuler une participation partagée pour mettre en exergue toutes les contributions multiformes possibles avec l'appui non négligeable du PNUD et de quelques opérateurs du secteur privé». Il a, ensuite, rappelé l'axe cinq du projet de société du Président de la République, dans son volet éducation.

Terminant son propos, le Ministre a conclu en ces termes: «De la réflexion globale de nos assises sera extirpé un plan national de développement numérique élaboré selon les procédures qui mettront en relief les conditions participatives de l'Etat régulateur et acteur, des

opérateurs du secteur et des particuliers qui acceptent de mettre leur savoir au bénéfice du développement».

## 1-3: Du discours d'ouverture du Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Dans son allocution, le Premier Ministre Chef du Gouvernement a rassuré les participants aux assises en ces termes: «Le Congo a pris l'option de s'arrimer résolument au numérique».

L'intérêt que nous manifestons pour l'économie numérique répond aux orientations stratégiques définies par le Président de la République, Son Excellence Monsieur Denis Sassou N'Guesso, dans son Projet de société, «La marche vers le développement. Allons plus loin ensemble», a-t-il poursuivi. Pour terminer, il a rappelé les principaux défis qu'il faut relever:

- l'amélioration de l'employabilité d'un grand nombre de jeunes dans le numérique;
  - l'adaptabilité des cadres juridique et institutionnel aux impératifs de diversification de l'économie numérique au Congo;
  - la réduction de la fracture numérique au Congo;
  - la digitalisation des administrations.
- A l'issue du discours d'ouverture du Premier Ministre Chef du Gouvernement, il s'en est immédiatement suivi une conférence inaugurale sur le thème général des assises. Ainsi, deux exposés inauguraux ont été présentés.

## II- Des travaux en ateliers

Pendant deux jours, les différents acteurs du numérique des secteurs publics, privés, de la société civile, des universitaires et des individualités ont débattu sur les six (6) thèmes ci-dessous:

- Atelier 1: Quel cadre juridique et institutionnel pour assurer un environnement d'affaires attractif et favorable au déploiement du numérique et quel cadre institutionnel pour le Ministère en charge de l'économie numérique?
- Atelier n°2: Quelles infrastructures pour arrimer le Congo au développement de l'économie numérique et comment réduire la fracture numérique?
- Atelier n°3: Comment se doter des compétences numériques (formations initiales et continues);
- Atelier n°4: Comment stimuler l'innovation technologique dans



Benoît Bati.

les secteurs public et privé?

- Atelier n°5: Comment sécuriser les données dans le cyberspace?
  - Atelier n°6: Mécanismes de financement de l'économie numérique au Congo.
- Aux termes des travaux en ateliers une plénière a été organisée pour la validation des résultats.

## III- Des travaux en plénière

Les travaux en plénière ont porté sur les rapports des différents ateliers qui, au terme des débats, échanges et des retours d'expériences partagés sur les enjeux du numérique, sur la diversification de l'économie, la compétitivité et l'emploi au Congo, a adopté avec amendements les rapports des ateliers. Ces rapports se résument aux recommandations suivantes:

### Recommandations

#### Atelier n°1:

Quel cadre juridique et institutionnel pour assurer un environnement d'affaires attractif et favorable au déploiement du numérique et quel cadre organisationnel pour le Ministère en charge de l'économie numérique?

- a- Au plan juridique:
  - relire la loi n°9-2009 du 25 novembre 2009 pour l'adapter à la nouvelle donne;
  - relire la loi sur le droit d'auteur et les droits voisins;
  - relancer et accélérer et accélérer le processus d'adoption de l'ensemble des avant-projets de lois sur la cyberstratégie, notamment:
    - la loi d'orientation sur l'économie numérique qui devra servir de référence commune pour l'ordonnement juridique de la société congolaise de l'information;
    - la loi sur la cybersécurité;
    - la loi sur la cybercriminalité;
    - la loi sur les transactions électroniques;
    - la loi sur la cryptologie;
    - la loi sur les droits d'auteur et droits voisins.

#### b- concernant le cadre institutionnel

- mettre en place un Conseil national du numérique;
- créer un Centre national de réponses aux attaques informatiques;
- créer des cellules ou unités départementales du numérique.

#### Atelier n°2:

Quelles infrastructures pour arrimer le Congo au développement de l'économie numérique et comment réduire la fracture numérique?

- élaborer et mettre en œuvre un plan national de sécurité pour l'économie numérique;
- créer des directions des systèmes d'information(DSI) dans tous les départements ministériels;
- valoriser la formation à l'Ecole Nationale Supérieure Polytechnique (ENSP) de l'Université Marien Ngouabi;
- relire de la loi portant création de l'Agence Congolaise des Systèmes d'Information (ACSI);
- mettre en place une charte informatique;
- se doter d'un Datacenter dédié à l'économie numérique;
- valoriser et améliorer la plateforme de gestion des noms de domaine CG et le point d'échange;
- renforcer les capacités et/ou former les acteurs techniques de l'écosystème numérique;
- créer des technopoles et incubateurs;
- institutionnaliser les sessions des assises nationales sur le numérique.

#### Atelier n°3:

Comment se doter des compétences numériques continue)?

- créer un Observatoire national de l'économie numérique;
- élaborer un plan national de développement des ressources humaines dans le secteur du numérique;
- mettre en place une base de données des statistiques nationales sur l'offre et la demande d'emploi dans le secteur de l'économie numérique, avec la participation de l'ONEMO;
- mettre en place des Systèmes d'Information de Gestion de l'Education (SIGE), s'appuyant sur les technologies de l'information et de la communication;
- construire des campus numériques dans tous les départements;
- installer une usine d'assemblage d'équipements informatiques, afin de réduire les coûts d'acquisition des dits équipements et faciliter l'accès de ce matériel aux personnels et structures de l'éducation;
- élaborer la stratégie sectorielle des technologies de l'information et de la communication, en éducation;
- intégrer les programmes de formation sur les technologies de l'Information et de la com-

munication dans les cycles d'enseignements primaire et secondaire;

- redynamiser les filières de formation sur les technologies de l'Information et de la communication au niveau des cycles d'enseignement technique et professionnel;
- développer les programmes de formation professionnelle et technique en technologie de l'information et de la communication du cycle d'enseignement supérieur;
- développer la formation des formateurs dans le domaine de la formation professionnelle et technique en technologie de l'information et de la communication du cycle d'enseignement supérieur et les Instituts de formation des enseignants (IFE).
- mettre en place un mécanisme articulant formation initiale et formation continue des enseignants et/ou formateurs à tous les niveaux;
- subventionner les écoles afin de diminuer les coûts de formation dans les programmes de technologie de l'information et de la communication;
- développer le partenariat entre les établissements de l'enseignement supérieur, les écoles des universités de la république du Congo et l'Agence Congolaise des Systèmes.
- mettre en place des portails web d'orientation-conseils des élèves et étudiants dans le choix des filières, des stages et d'insertion socio professionnelle;
- développer un portail web pour l'attractivité, la rétention et la valorisation des compétences des ressources humaines, tant nationales que des congolais issus de la diaspora;
- mettre en place un système national de vérification des compétences dans le secteur des technologies de l'information et de la communication.

#### Atelier n°4:

Comment stimuler l'innovation technologique dans les secteurs public et privé?

- doter les ministères et administrations de sites web véritablement informatif;
- mettre en place la gouvernance des projets E-Administration;
- défiscaliser de façon ciblée le matériel informatique;
- mettre sur place en partenariat avec le Ministère des petites, moyennes entreprises, de l'artisanat et du secteur informel, un programme d'accompagnement des chefs d'entreprises à la découverte des richesses des TIC pour l'entreprise;
- mettre en place un cadre réglementaire adapté aux spécificités du secteur TIC;
- mettre en place d'une structure à gouvernance mixte regroupant différents acteurs;
- Etat, grandes entreprises, PME, opérateurs de l'enseignement et de la recherche;
- la mise en place d'une gouvernance nationale de l'innovation.

#### Atelier n°5:

Comment sécuriser les données dans le cyberspace?

- renforcer et actualiser le cadre juridique afférent à la cybersécurité et la cybersécurité;
- reprise en mains par le Ministère en charge de l'économie numérique des avants projets et les réactualiser en concertation avec les ministères impliqués;
- mettre en place un référentiel général de sécurité commun à l'ensemble de l'administration;
- mettre en place une infrastructure de clé publique;
- mettre en place une agence de sécurité des systèmes d'information et de communication;
- développer la veille juridique en matière de cybersécurité et cybercriminalité par le renforcement des capacités des magistrats;
- améliorer le niveau d'équipement de l'administration publique;
- favoriser l'usage généralisé des logiciels libres au sein de l'Administration publique;
- renforcer les compétences de l'expertise nationale en matière de cybersécurité et cybercriminalité;
- définir et élaborer un plan national de cybersécurité.

#### Atelier n° 6:

Mécanismes de financement de l'économie numérique au Congo.

- créer le fonds pour le service universel;
- doter un budget conséquent au Ministère de l'économie numérique;
- professionnaliser les acteurs du secteur du numérique;
- créer un service pour l'amélioration de l'efficacité de l'administration: dossiers de réponse en ligne aux Marchés Publics;
- créer un service simplifiant les procédures administratives des entreprises: création d'entreprise;
- deux services mettant en place une administration au service des citoyens: renouvellement des passeports et demande de duplicata de papier de l'état-civil, et tout particulier l'acte de naissance;
- mettre en place une gouvernance des projets E-administration;
- défiscalisation ciblée du matériel informatique;
- mettre sur place en partenariat avec le Ministère des Petites et Moyenne entreprise, un programme d'accompagnement des chefs d'entreprise à la découverte des richesses des TIC pour l'entreprise.
- mettre en place une direction des Systèmes d'Information ou Service Système d'information/Informatique;
- mettre en place un cadre réglementaire adapté aux spécificités du secteur TIC;
- mettre en place une structure à gouvernance mixte regroupant différents acteurs: Etat, grandes entreprises, PME, opérateurs de l'enseignement et de la recherche;
- la mise en place d'une gouvernance nationale de l'innovation.

Fait à Brazzaville, le 25 novembre 2016.

Les Assises

# LE GRAND SHOW de Noël

DES CHAÎNES OFFERTES  
PENDANT 14 JOURS  
POUR TOUT REABONNEMENT



REABONNEZ-VOUS AVANT LE 31 DECEMBRE  
ET BENEFICIEZ DE CHAÎNES OFFERTES\*

**36 555** (COST D'UNE COMMUNICATION LOCALE SELON VOTRE OPERATEUR FIXE OU MOBILE)  
**CANALPLUS-AFRIQUE.COM**

\* Offre valable du 21/11/2016 au 31/12/2016 pour tout réabonnement à l'une des formules suivantes : ACCESS, ACCESS + LES CHAINES CANAL+, EVASION, LES CHAINES CANAL+ et EVASION+. Bénéficiez pendant 14 jours de la formule EVASION+ ou TOUT CANAL+ selon la formule initiale d'abonnement. Voir tarifs et conditions de l'offre chez votre Distributeur Agréé ou sur [www.canalplusafrique.com](http://www.canalplusafrique.com)

LES BOUQUETS  
**CANAL+**

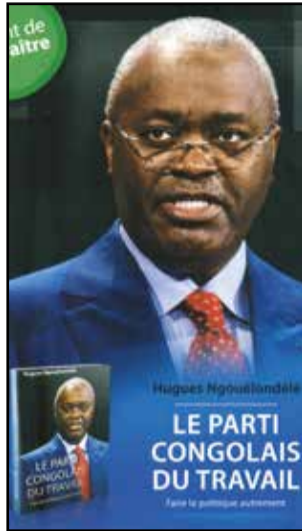
Libre propos

# Le P.c.t à l'épreuve de la démocratie interne, après la sortie du livre de Hugues Ngouélondélé

**Nervosité, angoisse, envie de mordre, il y a de ça dans l'ambiance que traverse le P.c.t ces temps-ci. Au pouvoir et content d'être au pouvoir, le papy des partis politiques avait tout lieu d'estimer que, tout allant pour le mieux dans le meilleur des mondes, il y avait pas de quoi s'inquiéter. Que tout était sous contrôle. Seul comptait l'instant présent et il était à la gestion du patrimoine. La mobilisation des militants rétifs était devenue difficile, il y avait une solution: des bus affrétés, des tee-shirts distribués et même dans les cas qui s'imposaient, de l'argent octroyé à ces derniers.**

La réflexion a toujours donné dans la parçimonie là-bas. Pas de solutions durables, juste du palliatif. S'investir dans le commerce des idées, pourquoi faire? Pourquoi se prendre la tête avec en face une opposition impuissante dont le credo exclusif porte sur la nécessité d'un dialogue inclusif qu'elle n'a pas les moyens d'imposer? Bon an, mal an, le P.c.t ne promet aucun débat avancé. On le dirait presque convaincu de la fixité des choses ad vitam aeternam.

Ce parti est si partisan du moindre effort qu'il a gardé même les symboles marxistes qui le lient inextricablement à un passé auquel il tient mordicus, d'autant plus que sorti de là, il y a blason terne. Son bonheur et son malheur découlent à la fois de la centralité qu'il a sur la vie politique nationale. Presqu'un impérium établi. Bonheur! Le malheur survient quand, à cause de cela et pour cela, les Congolais portent leurs yeux rivés sur lui. À partir de ce moment-là, les réunions étanches made



La couverture du livre.

in Pcus (Parti communiste de l'Union soviétique), ne peuvent plus concerner que les militants, mais plutôt tous les Congolais.

C'est ce qui justifie cet article de la part d'un Congolais convaincu que le Congo serait bien meilleur si le P.c.t, en tant que force d'entraînement, cessait de se barricader derrière une chronique façon de faire et rentrait dans le commerce des idées qu'impose le temps qui passe. D'aucuns diraient

simplement: la modernité qui repense l'art de faire la politique. Un art décrispé où les idées s'entrechoquent et garantissent par-là, la paix civile. C'est ça qui viabilise la démocratie, la libération de la parole sociale qui élargit le débat, en faisant connexion avec le citoyen. Citoyen, pas militant exclusivement!

S'adapter aux temps nouveaux et conjurer, par-là, les échecs éventuels pour cause d'usure, quand, par des assauts répétés des jeunes loups talentueux issus d'autres partis, volontaires comme l'on a jamais vu et à l'aise dans une communication politique originale, viendront imposer le «la». Voilà ce qu'en visionnaire, le député-maire de Brazzaville, Hugues Ngouélondélé, membre du comité central du P.c.t, a compris entre autres. D'où un livre intitulé: «P.c.t: faire la politique autrement».

Nous en aurions, tous, été à la lecture de ce livre, pour cerner sa pertinence et sa qualité et, au-delà, voir sur

quel horizon politique il ouvrirait, quand en observateur avisé de la politique congolaise et de ces arcanes, nous avons senti une grogne menaçante commencer à alerter l'opinion. Qu'est-ce que c'est ce livre qui déroge de la façon qui encadre les contributions au parti?

Le travers paranoïaque du complot est sorti à nouveau de l'oubli. Pour polluer un contexte peut être riche d'enseignements. Déjà, celui qui dit que le débat cadencé au parti dispose parfois de bonnes idées et qu'il valait mieux pour, cette fois, rompre la tradition, l'offrir aux militants et aux citoyens tout de suite et directement. Au départ, c'était un frémissement perceptible par les plus avisés. C'est devenu, par la suite, une opinion qui court les salons. À la télévision, sous prétexte de débat démocratique et d'actualité, de façon très matinale, deux émissions coup-sur-coup donnent à tort où à raison le sentiment d'un procès insidieux visant

la mise au pilori de celui qui a osé écrire sur un parti à la discipline presque militaire. Donnant l'impression que le mouvement n'est pas ses terres dans ce grand parti. A ce compte-là, une offensive plus nourrie viendra, peut-être, un de ces jours, pour stopper net le crédit de cette initiative et adresser un avertissement à des vocations nouvelles du même genre. Mais, quelle dépense, le cas échéant, pour si peu! En vrai, il ne s'agit ni plus ni moins que d'un exercice de démocratie interne, à la manière dont les idées bougent partout dans le monde. La transgression, quand elle engage le progrès, est l'expression tout à la fois de la clairvoyance et de l'écoute salutaire du sens du devoir. Quoi qu'il en soit, les dés sont désormais jetés. Le livre de Hugues Ngouélondélé que tout singularise est parti pour connaître un indice de vente très élevé. Et partant, il va toucher pas mal de militants qui, une fois convaincus, sauront reprendre son contenu à leur compte, pour contribuer à la marche d'un vieux parti auto-satisfait, qui doit pourtant s'adapter.

(Suite en page 16)

PROTECTION PAR L'ASSURANCE «PROTECTA CONGO»

Société A Responsabilité Limitée  
Capital social: 10.000.000 francs CFA

Siège social: Boîte Postale: 664, Route de la Frontière, Arrêt 2 Containers, quartier Ngoyo  
RCCM: CG/PNR/16 B 1338 - République du Congo

INSERTION LEGALE

Suivant Acte authentique en date à Brazzaville du trente et un octobre deux mil seize, reçu par Maître Jean-Baptiste BOUBOUTOU BEMBA, Notaire titulaire d'un office notarial en la résidence de Brazzaville, Avenue Amilcar Cabral, Immeuble AGC-VIE, Centre-ville, il a été constitué une Société ayant les caractéristiques suivantes:

**Forme:** Société A Responsabilité Limitée régie par l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du Groupement d'intérêt économique et les statuts;

**Objet Social:** La Société a pour objet, en République du Congo et à l'étranger: - Courtage en Assurance et Réassurance.

Et, généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes susceptibles d'en faciliter l'application, le développement ou de le rendre rémunérateur.

**Dénomination:** PROTECTION PAR L'ASSURANCE «PROTECTA CONGO»;

**Siège Social:** Le siège social est fixé à Pointe-Noire, Boîte Postale: 664, Route de la Frontière, Arrêt 2 Containers, quar-

tier Ngoyo (République du Congo);

**Durée:** La durée de la Société est fixée à 99 années entières et consécutives qui commenceront à courir à compter de son immatriculation au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier, sauf dissolution anticipée ou prorogation;

**Capital Social:** Dix millions (10.000.000) de francs CFA divisé en cent (100) parts sociales souscrites totalement et libérées intégralement;

**Administration de la Société:** Conformément aux dispositions statutaires, Monsieur OTTA-ABACKO Thanh Wilfrid a été nommé en qualité de gérant de la Société, pour une durée de deux ans;

**Dépôt légal:** Les actes constitutifs de la société ont été déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, le 22 novembre 2016, sous le numéro 16 DA 872;

**Immatriculation:** La Société dénommée PROTECTION PAR L'ASSURANCE est immatriculée au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier, sous le numéro RCCM: CG/PNR/16 B 1338.

Pour avis,  
**Maître Jean-Baptiste BOUBOUTOU-BEMBA,**  
Notaire

SOCIETE INTERNATIONALE D'INGENIERIE GROUPE HUAXU

«S.I.I.G.H.»

Société A Responsabilité Limitée  
Capital social: 1.000.000 francs CFA

Siège social: 27, rue Moukondo la Blaide, Domaine Chinois  
RCCM: CG/BZV/16 B 6784 - République du Congo

INSERTION LEGALE

Suivant Acte authentique en date à Brazzaville du vingt et un novembre deux mil seize, reçu par Maître Jean-Baptiste BOUBOUTOU BEMBA, Notaire titulaire d'un office notarial à la résidence de Brazzaville, Avenue Amilcar Cabral, Immeuble AGC-VIE, Centre-ville, il a été constitué une Société ayant les caractéristiques suivantes:

**Forme:** Société A Responsabilité Limitée régie par l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du Groupement d'intérêt économique et les statuts;

**Objet Social:** La Société a pour objet, en République du Congo et à l'étranger:

- Gestion de propriété des projets; Conception, construction, approvisionnement des travaux, reboisement; Consultation, devis, services techniques des travaux; Location de machines et de matériaux de construction; Prestation de services en main d'oeuvre; Import-export; Installation: caméra de surveillance - ascenseurs; Vente matériel de bureau, climatisation.

Et, généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes susceptibles d'en faciliter l'application, le développement ou de le rendre rémunérateur;

**Dénomination:** SOCIETE INTERNATIONALE D'INGENIERIE GROUPE HUAXU;

**Siège Social:** Le siège social est fixé à Brazzaville, 27, rue Moukondo la Blaide, Domaine Chinois (République du Congo);

**Durée:** La durée de la Société est fixée à 99 années entières et consécutives qui commenceront à courir à compter de son immatriculation au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier, sauf dissolution anticipée ou prorogation;

**Capital Social:** Un million (1.000.000) de francs CFA, divisé en cent (100) parts sociales souscrites totalement et libérées intégralement;

**Administration de la Société:** Conformément aux dispositions statutaires, Monsieur YU, XIAO a été nommé en qualité de gérant de la Société, pour une durée de deux ans;

**Dépôt légal:** Les actes constitutifs de la société ont été déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville, le 23 novembre 2016, sous le numéro 16 DA 1026;

**Immatriculation:** La Société dénommée SOCIETE INTERNATIONALE D'INGENIERIE GROUPE HUAXU est immatriculée au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier, sous le numéro RCCM: CG/BZV/16 B 6784.

Pour avis,  
**Maître Jean-Baptiste BOUBOUTOU-BEMBA,**  
Notaire

# MBONGWANA



*Ensemble pour le changement !*



**Paroisse Saint Jean-Baptiste de Talangaï  
(Archidiocèse de Brazzaville)**

**Deux évêques ont concélébré  
la messe du 45<sup>ème</sup> anniversaire  
de la paroisse**

La paroisse Saint Jean-Baptiste, dans l'archidiocèse de Brazzaville, située à Talangaï, le 6<sup>ème</sup> arrondissement de la ville capitale, a célébré, dimanche 27 novembre 2016, le 45<sup>ème</sup> anniversaire de sa fondation, par une messe unique sous le thème: «Tous ensemble! Chrétiens de tous les horizons, en route pour le jubilé d'or: Convertissons-nous et vivons pleinement notre foi», célébrée par Mgr Urbain Ngassongo, évêque de Gamboma, concélébrée par Mgr Victor Abagna Mossa, évêque d'Owando et par une dizaine de prêtres parmi lesquels l'abbé Brice Armand Ibombo, secrétaire général de la C.e.c (Conférence épiscopale du Congo) et le père Nicaise Wilfrid Ossebi, vicaire épiscopal chargé de la vie consacrée. En même temps, Sr Madeleine Mayinga, de la Congrégation de La Croix de Chavanod, a célébré ses 25 ans de vie religieuse.

Fondée par un missionnaire spiritain, le révérend père Jean-Marie Grivaz, la paroisse Saint Jean-Baptiste a 45 ans cette année. La messe solennelle marquant cet événement a été animée par la chorale Saint Jean-Baptiste (Echo du désert et Le Jourdain, jumelées), la schola populaire et la chorale latine (grégorien). Les fidèles chrétiens étaient venus très nombreux, arborant les uniformes de leurs mouvements d'apostolat, dans la liesse générale. Des anciens paroissiens sont venus de tous les horizons, notamment Jean Nguia-Deblo et Félix Nkounkou, respectivement premiers responsables du groupe des enfants de cœur et de la schola populaire.

Jean-Baptiste, sans doute une inspiration du Père Grivaz qui avait pensé au baptême de Jé-



Sr Madeleine Mayinga.

sus dans la rivière Le Jourdain. Toujours dans cet élan missionnaire, il achète en 1967, auprès du même propriétaire foncier, un terrain d'une superficie de 5000 mètres carrés situé sur la rue Lampama là où se trouve l'actuelle paroisse évangélique pour une fois de plus construire une église toujours dédiée à Saint Jean-Baptiste. Vu la proximité de ces deux Missions catholiques portant le même Saint patron, le Père Grivaz négocie avec les responsables de la paroisse évangélique qui occupait déjà l'actuel site de la paroisse Saint Jean-Baptiste situé sur la rue Oboya, pour une permutation de terrain. Cela s'est réalisé puisque le terrain sur la rue Oboya fut cédé à la Mission catholique. L'évêque de Gamboma, qui est lui-même un ancien paroissien de Saint Jean-Baptiste, a aussi félicité Sr Cécile Josserand de la Croix de Chavanod, pour son dynamisme, sa disponibilité et sa fidélité aux côtés du père Grivaz, sans oublier les couples chrétiens qui ont abattu un tra-



NN.SS Urbain Ngassongo (crosse en main) et Victor Abagna Mossa.

vail titanique d'évangélisation dans la contrée de Talangaï. Après l'homélie, Sr Madeleine Mayinga a renouvelé ses vœux dans la Congrégation des sœurs de La Croix de Chavanod. Avant la fin de la messe, les deux évêques ont procédé à la remise des trophées aux

Jacques situées au quartier Jacques Opangault dans le 9<sup>ème</sup> arrondissement Djiri, Sainte Denise et Sainte Bernadette de Nkombo-Casis devenue une paroisse à part entière. La paroisse jubilaire compte aujourd'hui trois groupes mariaux, deux chorales et la Schola populaire, quatre mouvements de



Les heureux récipiendaires des diplômes de fidélité.

vainqueurs du tournoi de football et du tournoi de ndzango, organisés dans le cadre de la célébration du 45<sup>ème</sup> anniversaire. Ensuite, l'abbé Destin Mouen Ndzorobé, vicaire paroissial, a décerné les diplômes de fidélité à quelques couples chrétiens. Puis, au nom du curé de la paroisse empêché, il a lancé les activités marquant la célébration du jubilé d'or en 2021. La fin de la messe a été marquée par l'appel de Mgr Victor Abagna-Mossa, qui a invité les jeunes filles à s'intéresser à la vie religieuse.

Fondée le 24 novembre 1971, par le révérend père Jean Marie Grivaz, de vénérée mémoire, la paroisse Saint Jean-Baptiste, en 45 ans de vie pastorale, a participé à l'érection de la paroisse Saint Joseph, au quartier Tout-pour-le-peuple, parrainé les communautés de base Saint

spiritualité, quatre fraternités, sept mouvements d'enfants et de jeunesse, trois associations, cinq commissions ou services, et produit 21 ouvriers apostoliques (14 prêtres dont Mgr Urbain Ngassongo et sept sœurs religieuses dont Sr Madeleine Mayinga).

Pour marquer d'un cachet particulier son 45<sup>ème</sup> anniversaire, plusieurs activités ont été organisées parmi lesquelles un triduum paroissial, du 23 au 25 novembre, un tournoi de football remporté par la communauté Telema, le ndzango par la communauté Saint-Kisito et un concert de chants qui a mis sur la sellette les chorales Echo du désert, Le Jourdain, la communauté Saint-Kisito et les Elisa.

Pascal BIOZI-KIMINO

Cette semaine au Vatican

**L'homme est au centre  
de toute vie économique,  
jamais à la marge**

Le Pape François a réaffirmé, samedi 3 décembre, la centralité de l'homme dans le système de production économique; gestionnaire des biens, il en est aussi le destinataire exclusif. Le 21<sup>ème</sup> siècle doit savoir remettre en cause le modèle économique dominant; c'est cela son principal défi, a indiqué le Saint-Père. Il l'a dit, au cours d'une audience, à des grands patrons d'entreprises qui viennent de prendre part, pour la première fois au Vatican, au forum annuel du «Fortune time global». Cela a donné l'occasion au Souverain Pontife de réaffirmer l'urgence qu'il y a à définir un modèle économique plus juste et plus respectueux de la personne humaine; beaucoup plus préoccupé du sort de ceux qui sont à la marge, à la périphérie, que du seul profit. «Lorsque nous ignorons le cri de tant de nos frères et sœurs où qu'ils soient dans le monde, non seulement nous nions les droits et les valeurs qu'ils ont reçus de Dieu, mais nous les empêchons d'offrir au monde leur talents, leurs traditions et leur culture... Ce sont là des comportements qui accroissent la souffrance des pauvres et des marginaux», a dit le Pape.



Le Pape François avant l'audience générale de mercredi.

Le Conseil pontifical pour la pastorale des migrants et des personnes en déplacement a organisé la semaine dernière, au Vatican, le 4<sup>ème</sup> congrès des étudiants internationaux. L'objectif du congrès était d'explorer l'exhortation apostolique «Evangelii Gaudium» du Pape François, pour en tirer les bases d'une pastorale estudiantine plus actuelle et plus efficace. Il a été réaffirmé la nécessité d'une pastorale qui accompagne les étudiants universitaires au quotidien dans leurs échanges, y compris avec leurs camarades appartenant à d'autres religions, pour construire une société plus saine. «Il n'est pas facile de lutter pour l'affirmation de la vérité et des valeurs, surtout quand on est jeune, mais ne vous découragez pas», a lancé le Saint-Père aux 150 étudiants venus des cinq continents. «Il est bon et fécond, que certains choisissent librement de se spécialiser ou de travailler à l'étranger, en revanche il est douloureux de voir des jeunes préparés, poussés à abandonner leur pays parce qu'ils n'y trouvent pas de possibilités d'insertion adéquates», a relevé le Pape François qui appelle la société au devoir «d'offrir aux nouvelles générations des opportunités de travail valides, évitant ainsi la fuite des cerveaux».

Ne pas résister, même «diplomatiquement, à la grâce». C'est sur ce thème que le Pape François a basé son homélie à la messe matinale de jeudi dernier, en la chapelle Sainte Marthe, au Vatican. Le Pape a reconnu que tous nous avons des formes de résistance cachées, surtout derrière les belles paroles: «Oui, oui, oui», quand dans son cœur on pense: «non, non, non!». «Les résistances cachées sont saines», dans le sens qu'elles sont «ouvertes à la grâce pour se convertir». Tous, en effet, nous sommes pécheurs. Par contre, les «résistances cachées» sont les plus dangereuses, parce qu'elles sont celles qui ne se font pas voir. «Chacun de nous a son propre style de résistance cachée à la grâce». Les résistances cachées «viennent toujours pour freiner un processus de conversion. Toujours! Quand il y a des résistances, c'est le diable qui les sème, pour que le Seigneur n'aille pas de l'avant», a rappelé le Pape.

Il n'est pas fréquent que des pèlerins viennent de loin pour saluer le Pape et le remercier pour une visite effectuée chez eux. C'est pourtant la démarche accomplie jeudi dernier au Vatican par un groupe de 35 personnes originaires du Caucase et venu remercier le Saint-Père de sa visite apostolique en Géorgie, à la fin du mois de septembre dernier. «Je n'avais jamais pensé trouver en Géorgie cette culture, cette spiritualité, ce peuple qui loue Jésus-Christ comme Sauveur, parce que c'est un peuple chrétien. Cela fut pour moi une grande joie. En outre, sur le plan œcuménique une autre chose m'a saisi: la personnalité du Patriarche Elia II. J'ai simplement perçu un homme de Dieu», a dit le Pape François. Il leur a adressé des propos encourageants; «Allez de l'avant! Travaillez pour faire, comme le levain, grossir la masse».

Albert S. MIANZOUKOUTA

**Calendrier de la Conférence épiscopale du Congo**

**Année pastorale 2016-2017**

**Du 10 au 16 octobre 2016:** 45<sup>ème</sup> assemblée plénière au Cio (Centre interdiocésain des Œuvres) à Brazzaville.

**16 octobre 2016:** messe de clôture de l'assemblée plénière et accueil du nouveau nonce, Mgr Francisco Escalante Molina, en la basilique Sainte Anne du Congo.

**Du 24 au 30 octobre 2016:** 25<sup>ème</sup> anniversaire de l'Ucac (Université catholique d'Afrique centrale), à Yaoundé au Cameroun.

**20 novembre 2016:** clôture du jubilé de la miséricorde, à Rome, en Italie.

**Du 28 novembre au 4 décembre 2016:** retraite spiri-

tuelle, à Liambou (Pointe-Noire).

**Du 24 au 30 avril 2017:** session pastorale, au Cio, à Brazzaville.

**Juillet 2017:** XI<sup>ème</sup> assemblée plénière de l'Acerac (Association des conférences épiscopales de la région de l'Afrique centrale) à Yaoundé au Cameroun.

**Autres événements**

**Du 9 au 15 septembre 2016:** congrès africain sur la Divine miséricorde à Kigali, au Rwanda.

**Du 17 au 23 octobre 2016:** conseil permanent de l'Acerac, à Ndjamena, au Tchad.

**Vendredi 24 janvier 2017:** cérémonie d'échange des vœux des Commissions épiscopales au Cio.

**REMERCIEMENTS**

Les évêques du Congo ont conclu leur retraite spirituelle annuelle par une messe d'action de grâces, le dimanche 4 décembre 2016. Pour les dons reçus lors de ce temps de grâce et de recueillement, à la paroisse Saint Jean Marie Vianney de Mpita (diocèse de Pointe Noire), les évêques remercient tout le peuple de Dieu pour le soutien spirituel et renvoient en retour leur bénédiction paternelle, en demandant à tous et à toutes de prier inlassablement pour la paix au Pool et au Congo.

Une prière aussi pour les travaux de construction de la future université catholique qui vont bientôt démarrer.

Les évêques comptent aussi sur la générosité des Hommes de bonne volonté.

**Abbé Brice Armand IBOMBO**  
Secrétaire général de la C.e.c

P.s.c (Programme de santé communautaire)

## La 7<sup>e</sup> édition lancée à Sibiti, chef-lieu du Département de la Lékoumou

Conformément à la volonté et la vision du promoteur du P.s.c (Programme de santé communautaire), de l'honorable Denis Christel Sassou-N'Gusso, de rendre gratuitement les soins de santé de qualité plus accessibles aux populations vulnérables, le P.s.c a, officiellement, lancé, lundi 21 novembre 2016, sa 7<sup>e</sup> édition à Sibiti, chef-lieu du Département de la Lékoumou, lors d'une grande cérémonie devant plusieurs personnalités locales et un parterre de populations du département ayant été largement sensibilisées lors de la précampagne. Cette campagne de soins de santé va se dérouler jusqu'au 18 décembre prochain.

Les priorités affichées par le P.s.c (Programme de santé communautaire) sont le renforcement du système de santé local, l'éradication des problèmes de santé les plus discriminants pour certains malades, l'amélioration de l'offre de soins.

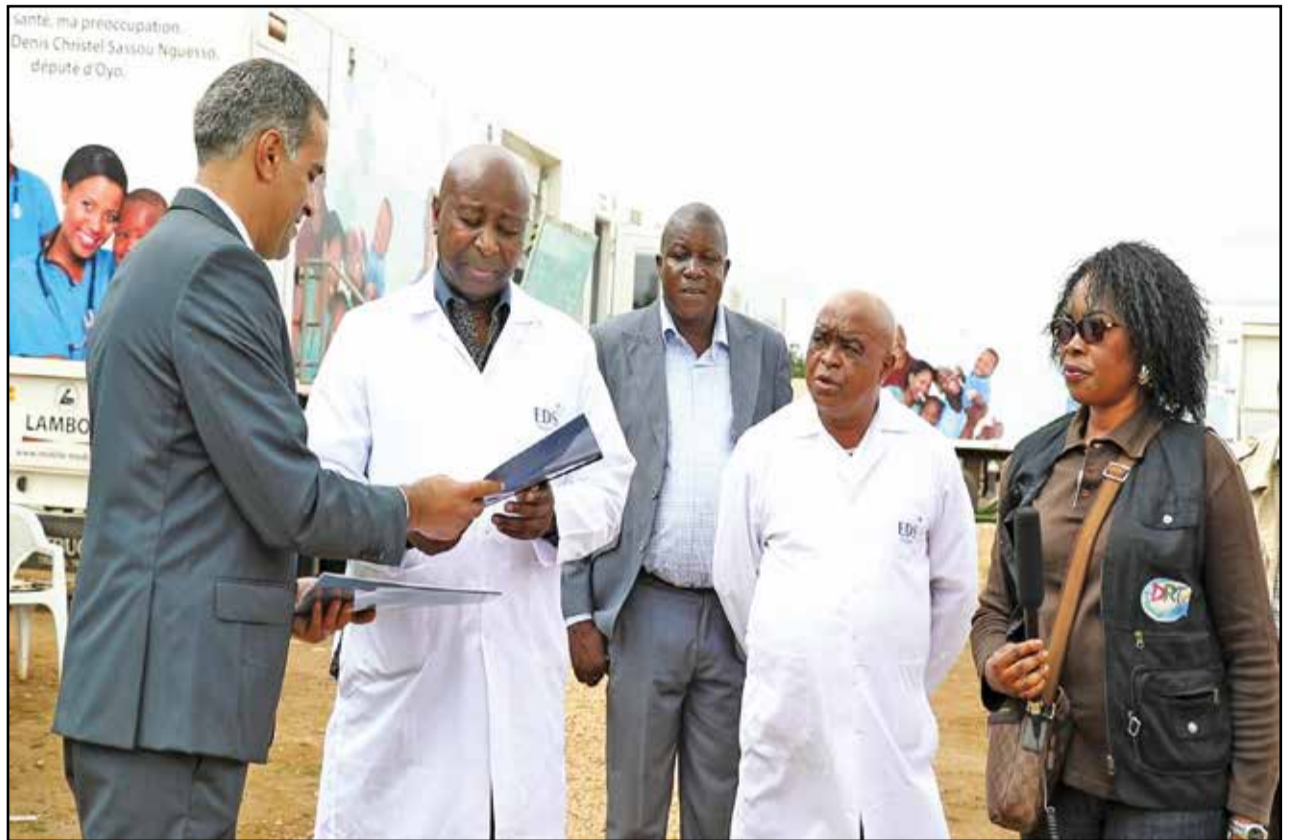
Organisé en présence du Président du Conseil départemental de la Lékoumou, Casimir Madzou, du sous-préfet de Sibiti, du maire de Sibiti, du Directeur départemental de la santé de la Lékoumou et d'autres personnalités tant militaires que civiles, ce lancement a réuni plus de 1.500 personnes et différents partenaires du P.s.c dont les représentants de la société brésilienne Asperbras, venus pour livrer officiellement une remorque médicalisée contenant une unité de stomatologie, une unité d'échographie et une unité de radiologie.

Le P.s.c va assurer aux Congolais un accès équitable et gratuit aux soins de santé de qualité tout au long de son séjour à Sibiti, du 21 novembre au 18 décembre 2016. «C'est pour cela que nous nous sommes déployés avec les

équipements de dernière génération et avec une équipe constituée des experts congolais qualifiés. Ceci conformément à la vision d'égalité des chances lancée par le promoteur du P.s.c», a déclaré le Dr Florent Aimé Bembé, superviseur du Programme de santé communautaire.

Pour la première fois dans le Département de la Lékoumou, un programme de santé accompagnera l'action gouvernementale à personnaliser la prise en charge spécifique des populations autochtones appelées autrefois les Pygmées. Le P.s.c s'est engagé, de son côté, à contribuer à la résolution des problèmes sanitaires liés à la malnutrition, en général, et plus particulièrement chez les peuples autochtones de ce département, qui constituent déjà une proportion de 20% de la population de ce département.

Au cours de cette 7<sup>e</sup> édition dans la Lékoumou, le partenariat public-privé entre le Ministère de la santé et de la population et le P.s.c permettra également d'assurer un suivi biologique spécifique de cette population souvent défavorisée. «A chaque édition, le P.s.c se trouve obligé de réadapter ses stratégies, en fonction des spécificités locales,



Le Dr Florent Aimé Bembé (2<sup>e</sup>, à partir de la gauche) a procédé au lancement officiel de la campagne.



La remorque médicalisée livrée par la société Asperbras.

pour être plus efficace et surtout pour s'arrimer aux réalités spécifiques à chaque composante du département visité. Des millions de vies sont anéanties et trop de décès sont occasionnés par des pathologies, des maladies qui peuvent être évitées ou traitées par des approches ou solutions qui sont prouvées et abordables aux réalités locales», a déclaré encore une fois le Dr Florent Aimé Bembé. Depuis le début de ses campagnes de soins de santé, différents partenaires, parmi lesquels

la société Asperbras, accompagnent le P.s.c dans l'exécution de ses actions. «Nous continuerons, de notre côté, comme nous le faisons aux autres, à appuyer la mise en œuvre du P.s.c et le renforcement des capacités techniques des personnels de santé du P.s.c à prendre en charge les populations. Ce véhicule médicalisé contenant les unités de stomatologie, de radiologie et d'échographie dont nous remettons officiellement les clés au superviseur du programme, le Dr Aimé

Bembé, est le signe de notre engagement à accompagner cette noble action, unique en son genre dans la République du Congo», a assuré M. Joao Elias, le représentant d'Asperbras à cette cérémonie. Au regard de l'engouement de l'ensemble de la population de Sibiti et au succès de ce programme de santé dans le Département de la Lékoumou, la société Asperbras a décidé la livraison, très prochainement, par son Président lui-même, du camion de transport du matériel et du complexe

médicalisé au profit du programme.

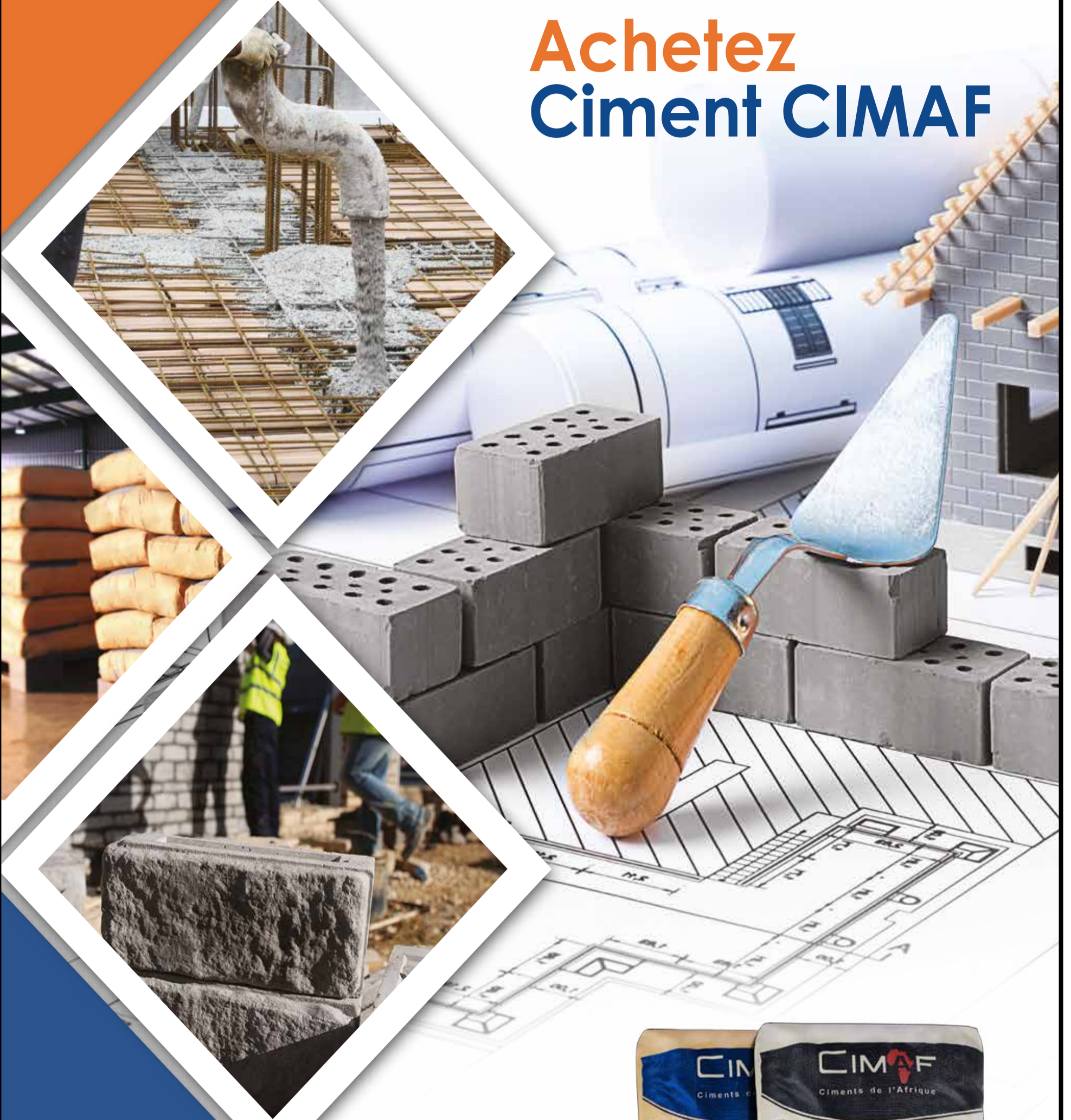
Pour rappel, le P.s.c venait de quitter Dolisie, le mois de septembre dernier, où 13.000 patients ont été pris en charge, lors de sa 6<sup>e</sup> édition. Des milliers de vies ont été ainsi sauvées, grâce à cet objectif humanitaire. A Sibiti, plus de 10.000 patients sont attendus pour la 7<sup>e</sup> campagne de soins de santé de qualité.

**Cellule de communication du PSC**

# Construisez durable

## Achetez

# Ciment CIMAF



- ◆ Livraison rapide
- ◆ SAV et conseil
- ◆ Disponibilité totale



La passion de la construction

Ciment de haute qualité  
produit au Congo pour l'Afrique

**BRAZZAVILLE**

ADRESSE : GARE PV CFCCO, EN FACE DES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE  
TÉL.: 06 510 75 70

**HINDA**

ADRESSE : ROUTE DE HINDA, À 100M DU CAMP DE MAKOLA

**POINTE-NOIRE**

ADRESSE : AVENUE MARIEN NGOUABI, ENCEINTE GARE CFCCO DE TIÉ-TIÉ  
TÉL.: 06 510 20 68

Journée mondiale de lutte contre le Sida

# Le Congo pris en flagrant délit de rupture des antirétroviraux!

Le 1<sup>er</sup> décembre de chaque année est connu, depuis près de trois décennies, comme la date de la célébration de la journée mondiale de lutte contre le sida. A l'approche de cette date, chaque pays, particulièrement les pays africains très touchés par la pandémie, se préparent pour la célébrer. Cette année, son thème est: «Levons la main pour la prévention du V.i.h.». Consacrée à la sensibilisation intense sur la pandémie du sida, cette journée a surpris le Congo, cette année, dans une situation de rupture du stock des anti-rétroviraux, pénalisant énormément les personnes qui en ont besoin. C'est comme si le Congo a été pris en flagrant délit de manquement à un de ses devoirs régaliens: celui d'assurer la disponibilité du médicament à ses habitants. Pire, comme si les autorités congolaises étaient hypnotisées face à cette menace qu'est le sida que l'humanité n'a pas encore vaincue, aucune manifestation officielle ou des actions d'information, de prévention et de sensibilisation n'ont été organisées du côté des pouvoirs publics. Incroyable, mais vrai!

Pas de banderoles, ni d'affiches, encore mois de campagne de sensibilisation dans la ville-capitale, à l'occasion de la journée mondiale contre le sida! C'est le triste constat qu'on pouvait faire le 1<sup>er</sup> décembre dernier. Seules quelques associations de lutte contre la célèbre pandémie ont organisé des campagnes de sensibilisation en direction des élèves des lycées, à Pointe-Noire et Brazzaville. Au Ministère de la santé et de la population, Mme Jacqueline Lydia Mikolo a, simplement, organisé une séance de travail avec les différents partenaires impliqués dans cette lutte, à savoir: l'Onusida et l'O.m.s. Le Congo officiel semble tourner le dos à la lutte contre la V.i.h-sida. Le phénomène de rupture de stocks d'antirétroviraux est devenu récurrent, depuis quelques années, tombant ainsi dans une polémique qu'on aurait pu éviter entre les pouvoirs publics et la société civile. Une situation qui inquiète les Congolais et surtout les séropositifs de plus en plus désespérés, désespérés et angoissés de voir la mort venir à grand pas vers eux. Combien sont-ils déjà emportés par cette situation? C'est dans ce contexte tourmenté que la ministre de la santé et de la population a pris la décision de sus-

pendre cinq directeurs généraux, en les renvoyant à leurs administrations d'origine. Parmi eux, Alexis Elira Dokékias, directeur général des hôpitaux et des organisation des soins; Obengui, directeur général de l'épidémiologie et de lutte contre les maladies; Nicolas Ngoubili, directeur général de l'infrastructures et des équipements médicaux; Contrant Ondzotto, directeur général de l'administration, de la réglementation et des ressources financières; Jean-Bertin Mouankie, directeur général des médicaments, des laboratoires et des pharmacies. La dégradation dans le domaine de la lutte contre le sida s'était déjà manifestée à travers le malaise persistant au C.n.i.s (Conseil national de lutte contre le sida), structure mise en place par l'Etat pour assurer la coordination de la riposte congolaise contre la maladie. La riposte est elle-même devenue une sorte de mouvoir: les agents y sont sans salaire, depuis plus de vingt mois. Le bâtiment abritant le siège du conseil est toujours fermé. A l'orée de la Journée mondiale de lutte contre le Sida, ils avaient projeté un concert de casseroles et une marche pacifique qui n'a plus eu lieu. Le gouvernement n'aime pas les Congolais qui font du bruit



«Levons la main pour la prévention du V.i.h.»

quand ça ne marche pas. Il faut rester tranquille chez soi et c'est ce que ces travailleurs ont fait.

Les maux ont commencé, raconte-t-on, à la suite d'un différend né entre le C.n.i.s et le Ministère de la santé autour d'un bras de fer sur l'achat des antirétroviraux et sur les contrariétés d'une ligne budgétaire affectée au C.n.i.s par le Ministère de la santé qui exigeait, désormais, que lumière soit faite sur le statut des salariés du S.e.p (Secrétariat exécutif permanent) de cette structure. Sur le terrain, depuis des mois, en effet, les activités de prévention ont disparu. Les associations affectées à la tâche grâce au partenariat avec le S.e.p/C.n.i.s n'ont plus tenu des opérations de prévention, par manque de financements.

Des experts craignent ainsi une montée de l'épidémie et de la séroprévalence de la maladie qui se situe à 3,2%, selon les données publiées en 2009, suite à une enquête sur les indicateurs du sida. Après cinq ans, selon les textes, une autre enquête du genre devrait être effectuée, mais rien n'a été fait. L'absence de financement explique tout, à en croire un spécialiste du C.n.i.s. Les personnes vivant avec le V.i.h ne sont pas restées bouches fermées devant la triste situation. Déjà affectées par les ruptures intempestives de certaines molécules

d'antirétroviraux, elles dénoncent une «anomalie grave» aux multiples conséquences.

Ces malades du sida signalent, par ailleurs, un manque de réactifs pour le suivi biologique, tel que prévu dans le dispositif de soins et de prise en charge. De même, depuis plus d'un an, les P.v.v.i.h ne font presque pas d'examen de comptage de la charge virale destiné à mesurer la quantité du virus dans le sang. Dans les hôpitaux et cliniques, il est également signalé l'absence, depuis plus d'une année, d'un examen nommé test P.c.r que l'on fait sur des nouveaux-nés, afin de savoir s'ils sont séropositifs ou séronégatifs. «De 2011 à ce jour, nous sommes en train d'assister à un délabrement progressif du dispositif mis en place avec l'effort de tous et personne ne peut imaginer les lourdes conséquences que le pays court», faisait remarquer il y a plusieurs mois déjà Thierry Maba, vice-président de l'A.j.p.c (Association des jeunes positifs du Congo).

Dans le cadre du suivi des activités du C.c.n (Comité de coordination national des projets financés par le Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme), une délégation du Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme a séjourné à Brazzaville, du 14 au 18 novembre dernier. A

l'issue d'une réunion tenue avec les membres du C.c.n, sous la direction du Dr Benjamin Atipo, le Congo a été épinglé pour le non-respect de son engagement, particulièrement en matière du financement des stocks d'antirétroviraux, pour les personnes atteintes de V.i.h. Or, la prochaine subvention du fonds mondial est conditionnée par le respect des engagements des parties. «Nous sommes venus pour faire le suivi d'un certain nombre de points identifiés dans la gestion des subventions du Fonds mondial. Au cours de cette réunion du C.c.n, le Fonds mondial a exprimé plusieurs préoccupations importantes. La première préoccupation majeure, c'est le problème de disponibilité des médicaments antirétroviraux pour les adultes que le gouvernement du Congo s'est engagé à financer, en contrepartie au programme financé par le Fonds mondial. Le Fonds mondial a exprimé sa préoccupation et son souhait de pouvoir être témoin d'un signal fort de la part du gouvernement du Congo, dans un futur proche, afin que les patients vivant avec le V.i.h au Congo puissent avoir accès au traitement antirétroviral gratuit, tel qu'il est prévu», avait fait savoir Mme Cécile de la Rupelle, gestionnaire du portefeuille du Fonds mondial pour le Congo.

Les personnes atteintes du V.i.h-sida estiment, quant à elles, être en danger, à cause de la situation anormale qui prévaut à la centrale d'achat des A.r.v. (Anti-rétroviraux).

Cela fait quatre mois qu'il y a rupture des stocks. Trop, c'est trop, pensent les malades. Le risque de nombre d'entre eux est grand de couper leur traitement dont dépendent leurs vies. Par le truchement du Renap (Réseau national des positifs du Congo), les personnes atteintes donnent deux semaines au gouvernement pour approvisionner la centrale d'achat des A.r.v, sinon, elles vont faire entendre leur voix et, au besoin, déclencher la grève de la faim, pour faire observer le droit au traitement régulier par les A.r.v.

Dans une lettre adressée, en date du 7 septembre 2016, à Brazzaville, à Mme Jacqueline Lydia Mikolo, ministre de la santé et de la population, le président de la Fecodho (Fédération congolaise des droits de l'homme), Céphas Germain Ewangui, exprime sa vive indignation face à la rupture de la fourniture des Antirétroviraux, aux personnes souffrant du V.i.h-sida. En réaction, le gouvernement a réceptionné, vendredi 2 décembre 2016, à l'Aéroport international Maya-Maya, un premier lot de 250 cartons d'antirétroviraux, pour répondre aux sollicitations des personnes vivant avec le V.i.h, pendant au moins trois mois.

Etablie en 1988 par l'O.m.s (Organisation mondiale de la santé) et approuvée par l'assemblée générale des Nations unies, la journée mondiale de lutte contre le sida est l'occasion d'une mobilisation mondiale contre le V.i.h-sida, où des actions d'information, de prévention et de sensibilisation sont conduites. Aujourd'hui, plus de 41 millions de personnes, à travers le monde, sont séropositives et sidéennes, dont un bon nombre de Congolais, mais qui sont privés d'anti-rétroviraux, à cause de problème de gestion.

Cyr Armel YABBAT-NGO

(Suite de la page 11)

Mais, s'en tenir à cela, c'est faire preuve de courte vue. L'objet de ce livre va bien au-delà du P.c.t. Il vise la sclérose qui grippe l'échiquier politique national où les tenants du même immobilisme parquent l'intelligence collective dans le non-être. La touche stalinienne qui consiste à gérer les appareils politique d'une main de fer est dépassée et pathétique. Quoi! Comme ça, il faut toujours rester dans le rang et de préférence le petit doigt sur la couture du pantalon? Nous disions au-delà? C'est vrai! Le M.c.d.d.i, l'U.pa.d.s, l'U.d.r-Mwinda ou ce qu'il en reste, le R.d.p.s, le R.d.d, le Cap, etc, auraient tort de penser que ce qui se passe ne concerne que le voisin. Ce livre est sûrement une hirondelle qui annonce le printemps du renouveau. Les écuries d'Augias vont être nettoyées pour que passe la lumière. Qui ne voit pas que le plateau politique national est terme, sans flamme et sans panache?

Les télévisions africaines rentrent dans nos foyers et nous assènent des débats politiques de très haute facture. Que leur renvoie le génie politique congolais? Repenser, refonder, reformer, s'adapter sont les autres noms de l'intelligence. Devant les paris nouveaux, la réponse n'est pas la résistance envers et contre tout. Il s'agit de forcer sa propre nature, pour que la qualité et l'intelligence de faire la politique y gagne. Il faut donc cesser, comme on l'a vu à la télévision dernièrement, de s'asseoir sur ses lauriers. C'est une attitude de retraite. Ce n'est pas dynamique. L'imagination, encore de l'imagination pour aller vers le progrès! Là est le chemin. Soyons dignes de ce pays à atouts, qui, bien qu'il nous donne beaucoup, n'obtient en retour de notre part que des choses d'une navrante parcimonie.

Stanislas KOUNGA

Journée internationale de lutte contre le sida

## L'A.i.d.d a mené une campagne de sensibilisation des lycéens, à Brazzaville

A l'occasion de la journée internationale de lutte contre le V.i.h-sida, qui a lieu le 1<sup>er</sup> décembre de chaque année, depuis 1988, l'A.i.d.d. (Association initiative d'aide au développement), spécialisée dans l'encadrement des jeunes, en collaboration avec le Ministère de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, a organisé une campagne de sensibilisation des jeunes lycéens, sur le sida, qui portait sur la signification de ce sigle, les modes de contamination, ce qu'il faut faire pour éviter cette pandémie et la lutte contre la stigmatisation.

L'A.i.d.d a, en effet, organisé une conférence, au Lycée Emery Patrice Lumumba, à Brazzaville, le 1<sup>er</sup> septembre 2016, animée par le Dr Paul Boumandouki, spécialiste des maladies infectieuses au C.h.u-B. (Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville), en présence de Ghislaine Guylaine Mbany-Ondzé, présidente de l'A.i.d.d, Simon Mpango, proviseur dudit lycée, des enseignants et d'un grand nombre d'élèves enthousiastes. Le thème de la journée internationale de lutte contre le V.i.h-sida est: «Objectif trois zéros: zéro discrimination, zéro nouvelle infection par le virus du sida, zéro décès à cause de cette maladie». Un grand défi pour la société. C'est pourquoi l'A.i.d.d pense que la sensibilisation de la jeunesse, la couche sociale la plus exposée, est importante. Dans son allocution d'ouverture, la

présidente de cette association a fait savoir: «L'éducation et la santé sont indissociables. C'est pourquoi nous avons choisi votre établissement scolaire pour vous sensibiliser sur cette pandémie qui est un véritable problème de santé publique». Les jeunes étant l'avenir du pays, ceux-ci méritent qu'on leur accorde une attention soutenue. Puisqu'aussi bien obnubilés par la crise de puberté, «les jeunes sont très souvent attirés par la sexualité», a soutenu le proviseur. Pendant la conférence, le Dr Paul Boumandouki a, tout d'abord, rappelé les chiffres alarmants de la réalité du sida de 2014, publiés en 2015: 36,9 millions de personnes infectées à travers le monde; 23,5 millions vivent en Afrique, au Sud du Sahara; 17 millions de personnes dans le monde, porteuses du virus, l'ignoraient en 2014. Parlant des modes de contamination,



Photo de famille des organisateurs et participants à la campagne.

le médecin en a énuméré trois, à savoir: les rapports sexuels non protégés, responsables de 90% de cas de transmission; la transmission par le sang (transfusion sanguine, objets tranchants souillés, etc.); la transmission de la mère à l'enfant (pendant la grossesse ou l'allaitement). Par ailleurs, le Dr Paul Boumandouki a présenté aux élèves les moyens de prévention: l'abstinence sexuelle, la fidélité, l'utilisation systématique du préservatif. Il a aussi évoqué les facteurs de risque liés aux rapports sexuels traumatisants (viol, rapports précoces, rapports au moment des menstrues, rapports occasionnels, etc.).

A la fin de la sensibilisation, quelques élèves se sont exprimés: «A partir de cette sensibilisation, j'ai compris que je dois m'abstenir. Car, la situation sur le sida en Afrique est alarmante», a dit Rose Bakouma; pour Heydon Baguil, «cette rencontre me permet de prêter attention à moi, en tant que jeune, avenir de demain»; enfin Valencia Dibatantou a décidé d'emboîter le pas à l'association, «pour sensibiliser mes condisciples sur les méfaits, les ravages de cette pandémie».

Marcellin MOUZITA MOUKOUAMOU



**THE WORLD BANK - Congo**  
**Vacancy Announcement**

**Title: Team/Program Assistant (1 position) - Local Appointment**  
**Location: Brazzaville, Congo (Republic of)**  
**Duration: A Three Year Term Appointment**

The World Bank, a leading multi-lateral institution in global economic development, is looking for a highly organized, energized and experienced person capable of operating effectively in a very demanding fast-paced environment to serve as a Team Assistant. The Team Assistant will be under direct supervision of the Country Manager who is responsible for her/his technical and professional development and performance evaluation. (S)He will provide Administrative and client support to the Operational Staff. The job implies frequent interaction with other institutional units, staff in other locations (locally and internationally), Government officials, consultants and external organizations. Please note: Internal candidates holding a GC grade will maintain their current grade; for all other candidates, grade will depend on candidate skills and depth of experience. Note: If the selected candidate is a current Bank Group staff member with a Regular or Open-Ended appointment, s/he will retain his/her Regular or Open-Ended appointment. All others will be offered a 3 year term appointment.

**1. Duties and Accountabilities**

The overall purpose of the assignment is to provide administrative, logistical and operational support to the World Bank Congo Country Office. The main functions include but are not limited to: Operational and administrative support

- Provide support for preparation and implementation of World Bank projects and activities according to Bank procedures.
- Use desktop processing skills to produce complex texts, reports, presentations, charts, figures, graphs, etc., according to Bank format and distribution.
- Collect and input data provided by Task Team Leaders into the central database, including processing new project status reports.
- Keep abreast of the Organization's directives and ensure effective processing of all project documents.
- Draft routine correspondence (standard letters, memos, faxes, etc.) conforming to the Organization's regional standards, using proper grammar, punctuation and style and proofread materials;
- Draft minutes of meetings and provide assistance in editing large documents.
- Maintain up-to-date divisional project files (both paper and

electronic) and retrieve data from various sources and compile these for use by the Country Management Unit (CMU).

- Incorporate agreed comments into documents, making full use of shared drives and software capabilities.

**Information Management and Client interaction**

- Answer internal and external queries on the assigned portfolio or, as necessary, take accurate and comprehensive telephone messages, and route them to appropriate persons to handle.
- Maintain current distribution lists, phone/address lists of project/product contacts, and distribute documents for the team.
- Co-ordinate with service units, and liaise frequently with team members both in Washington and in the Country Office;
- Track and report on appropriate aspects of the Team's operational activities Time management & Logistic planning
- Arrange working schedule and meeting with counterparts for the visiting teams;
- Co-ordinate time management and schedules, taking current and future priorities into account, anticipate and monitor changes, and communicate the information;
- Track assigned tasks/project steps/timetables using modern office management technologies, coordinate with relevant staff, provide assistance and/or information on project-related matters;
- Solve non-routine problems creatively and resourcefully and assist in preparation and logistical planning for various events, e.g. conferences, workshops, negotiations, board presentation and signing, etc.

**Other duties**

- Serve as a back-up to other staff and Task Team Assistants on project and administrative tasks.
- Occasionally perform Analytical tasks as may be requested by the Team Leader
- Perform other tasks as requested by the Supervisor

**2. Qualifications and Skills**

In selecting candidates, the following qualifications and skills will be considered:  
Minimum Bachelor Degree and at least 2 years of relevant experience.

- Ability to pass relevant Bank Group tests in place at time of

recruitment (e.g. English language, computer applications, etc.).

- Previous experience with a multilateral/bilateral organization is an advantage.

**Competencies:**

- Technology and systems knowledge - Demonstrate advanced knowledge and experience working with Microsoft office applications (Excel, PowerPoint, Word, etc.). Has ability and willingness to maintain up-to-date knowledge and skills in technology.
- Project and task management - Exhibit good organizational, problem-solving, analytical skills and ability to work competently with minimal supervision. Demonstrate attention to detail and quality. Has ability to manage multiple tasks and complete tasks within agreed schedule.
- Institutional policies, processes, and procedures - Demonstrate knowledge of own department's programs and products, know key players, understand own role. Display understanding of WB policies and procedures relevant to the area of assigned responsibilities and is able to apply/implement them.
- Versatility and adaptability - Demonstrate flexibility and is receptive to the implementation of new solutions. Is willing to stretch own capability. Demonstrate motivation to avail and adapt oneself to effecting change.
- Client Orientation (ACS) - Exhibit good communication skills, positive and professional client service attitude; is able to understand clients' needs and complete them professionally.
- Learning, knowledge sharing and communication (ACS) - Good French and English language skills (verbal and written) Able to write clearly, edit and proofread draft communications. Able to learn and share knowledge/information across the unit.
- Business judgment and analytical decision making (ACS) - Able to manage information and support retention and disposition of information and records. Can search, report, and deliver basic information from various sources and independently respond to basic inquiries.
- Drive for Results - Able to take personal ownership and accountability to meet deadlines and achieve agreed-upon results and has the personal organization to do so.
- Teamwork (Collaboration) and Inclusion - Collaborate with other team members and contributes productively to the team's work and output, demonstrating respect for different points of view.

**3. Method of Applications**

Interested candidates are requested to submit their applications online at <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTJOBSNEW/0,,contentMDK:23122244~menuPK:8680050~pagePK:8454306~piPK:7345678~theSitePK:8453353,00.html> before close of business on December 8, 2016. Once on the site look for job number # 162647 and follow the steps to apply.

**PAPER APPLICATION WILL NOT BE CONSIDERED.**



**AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (SERVICES DE CONSULTANTS)**  
REPUBLIQUE DU CONGO



**MINISTÈRE DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE**

**PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL POUR L'AMELIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES ET LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE CONGOLAISE (PACADEC)**

**RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT (FIRME)**

**«ETUDE SUR LA MIGRATION DU SECTEUR INFORMEL VERS L'ECONOMIE STRUCTUREE»**

Secteur: Gouvernance économique et Réformes financières  
Référence de l'accord de financement: 2100155019170  
N° d'Identification du Projet: P-CG-KFO-001  
Date de publication: 05 décembre 2016

Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu un don du Fonds Africain de Développement (FAD), en différentes monnaies pour financer le coût du Projet d'Appui Institutionnel pour l'Amélioration du Climat des Affaires et la Diversification de l'Economie Congolaise «PACADEC». Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce don sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du marché relatif au «Recrutement d'un consultant chargé d'effectuer une étude sur la migration du secteur informel vers l'économie structurée». L'étude devra fournir une proposition élaborée d'une stratégie intégrée et d'une politique visant la maîtrise et la promotion de l'économie informelle ainsi que la migration de ses activités vers le secteur formel.

Les services prévus au titre de ce contrat, sous la supervision du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Artisanat et du Secteur Informel, comprennent les tâches ci-après devant être réalisées par le consultant:

- Faire un diagnostic et une analyse de l'organisation et du fonctionnement du secteur informel (recueil d'informations, analyse du dispositif réglementaire, de la typologie et des entités du secteur, des forces et faiblesses de la structuration du secteur, des contraintes de blocage et leurs causes ainsi que des opportunités de migration et leurs facteurs);

- Concevoir et proposer une stratégie et politique inclusive d'accompagnement (synthétisation des besoins et attentes exprimés par les différentes parties prenantes, la formulation d'une proposition de stratégie et politique d'accompagnement des acteurs)

- Elaborer une feuille de route pour la mise en œuvre de la stratégie et politique proposées.

L'Unité de Coordination du projet invite les cabinets à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les cabinets intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les dites prestations (documentation, référence des prestations similaires, expérience dans les missions comparables, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste res-

treinte et la procédure de sélection seront conformes aux «Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants» de la Banque Africaine de Développement, Edition de Mai 2008, révisée en Juillet 2012» qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse: <http://www.afdb.org>.

Les Cabinets intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes: du lundi à vendredi de 08 heures à 16 heures (heure locale).

Les expressions d'intérêt doivent être déposées/ envoyées par courrier ou courriel à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard, le 20 décembre 2016 à 12 heures, heure locale et porter expressément la mention: «RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE DE REALISER L'ETUDE SUR LA MIGRATION DU SECTEUR INFORMEL VERS L'ECONOMIE STRUCTUREE»

L'adresse à laquelle les manifestations d'intérêt doivent être envoyées est la suivante:

Ministère du Plan, de la Statistique et de l'Intégration Régionale  
Projet d'Appui Institutionnel pour l'Amélioration du Climat des Affaires et la Diversification de l'Economie Congolaise (PACADEC)

A l'attention de: Monsieur le Coordonnateur des Projets PADE-PACADEC  
Rue, Locko Isaac N°05 et 06 secteur Blanche Gomez Brazzaville-Congo  
Tél: (242) 06 668 24 31 /05 574 18 75;  
e-mail: [pade.pacade@yahoo.fr](mailto:pade.pacade@yahoo.fr)

*Le Coordonnateur du Projet,*

**Joseph MBOSSA**

Etude de Maître Christèle Elianne BOUANGA-GNIANGAISE  
Notaire à Pointe-Noire  
1, Angle Avenues Commandant FODE & Benoît GANONGO,  
Vers le Rond-point Mess Mixte de Garnison,  
Immeuble MORIJA, 1er étage, Centre-ville  
B.P : 1431 ; Tél. : 22 294 13 34/05 736 64 64  
République du Congo

**ANNONCE LEGALE  
«CIMENTS DE L'AFRIQUE CONGO»**

En sigle «CIMAF CONGO SA»  
Société Anonyme avec Administrateur Général  
Au Capital social de Francs CFA: 4 000 000 000  
Siège social : Rue des Pélicans, Derrière Chevron Congo SA  
RCCM 14 B 410  
Pointe-Noire - République du Congo

Aux termes du Procès-verbal des décisions de l'Administrateur Général et des Textes des Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle de la société «CIMENTS DE L'AFRIQUE CONGO», en sigle «CIMAF CONGO SA», tenus à Pointe-Noire, respectivement le 11 et le 26 août 2016, déposés au rang des minutes du Notaire soussigné, le 26 septembre 2016, enregistrés à Pointe-Noire, le 27 septembre 2016, Folio 171/10, n° 6477; les résolutions suivantes ont été prises:

- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2015 et quitus a la gestion de l'Administrateur Général;
- Affectation du résultat de l'exer-

cice clos le 31 décembre 2015;

- Approbation des conventions visées à l'article 502 de l'Acte Uniforme Révisé (OHADA) relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du GIE.

Le dépôt légal a été effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, le 28 septembre 2016, sous le n° 16 DA 659.

*Fait à Pointe-Noire,  
le 7 octobre 2016.*

*Pour mention et avis,*

**Maître Christèle  
Elianne BOUANGA-  
GNIANGAISE,**  
Notaire

**Etude de Maître Brislaine KOUTOU  
Notaire**

Sise 55, rue MOE VANGOULA, immeuble SEKOU, en face du Café de Paris,  
marché Plateau centre-ville,  
Pointe-Noire, Téléphone : 06 657 45 55/04 433 87 96

**INSERTION LEGALE  
«CONGO TERMINAL»**

Société Anonyme avec conseil d'administration au capital de  
QUARANTE MILLIARDS DE FCFA  
Terminal à Conteneurs (enceinte portuaire)  
Quartier : Centre-Ville  
B.P:855  
RCCM N° CG/PNR/09 B 990  
Pointe-Noire

Aux termes d'un acte établi en la forme sous seings privés, déposé au rang des minutes de Maître Brislaine KOUTOU, Notaire, le dix-sept octobre deux mil seize, dûment enregistré le quatorze novembre deux mil seize, sous le folio 201/5, n° 7391, la société APM TERMINALS a désigné, pour son représentant permanent au sein du conseil d'administration de la société CONGO TERMINAL SA, Monsieur Ahmed HASSAN.

**MANDAT:** Le mandat du nouvel administrateur permanent prend fin à l'expiration des fonctions d'administrateur confiées à la société APM TERMINALS.

**MENTION MODIFICATIVE:** la décision de changement a fait l'objet de dépôt au greffe du tribunal de commerce de Pointe-Noire, le 18/11/2016, et enregistré sous le numéro 16 DA 854.

*Pour avis,*

**Le Notaire,  
Maître Brislaine KOUTOU**

Etude de Maître Christèle Elianne BOUANGA-GNIANGAISE  
Notaire à Pointe-Noire  
1, angle Avenues Commandant FODE & Benoît GANONGO,  
Vers le Rond-point Mess Mixte de Garnison,  
Immeuble MORIJA 1er étage, Centre-ville  
B.P : 1431 ; Tél. : 22 294.13.34/05 736.64.64  
République du Congo

**INSERTION LEGALE**

**Société «FABRIMETAL CONGO SA»**

Société Anonyme avec Conseil d'Administration  
Au capital social: Sept Cent Cinquante Millions (750 000 000) F. CFA  
Siège social: Avenue Marien NGOUABI  
Boîte postale : 1105  
RCCM: CG/PNR/15 B 763  
Pointe-Noire - République du Congo

**Avis de clôture de la liquidation**

La liquidation de la société «FABRIMETAL CONGO SA», décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, le 14 juin 2016, a été clôturée le 9 novembre 2016 par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui ont:

- Approuvé le rapport du liquidateur sur l'ensemble des opérations de liquidation;
- Examiné et approuvé le compte définitif de liquidation;
- Donné quitus au liquidateur et déchargé celui-ci de son mandat;
- Constaté la clôture de la liquidation.

La société «FABRIMETAL CONGO SA» a été radiée du Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, le 22 novembre 2016.

*Fait à Pointe-Noire, le 22 novembre 2016.*

*Pour insertion,*

**Maître Christèle Elianne  
BOUANGA-GNIANGAISE, Notaire**

Etude de Maître Christèle Elianne BOUANGA-GNIANGAISE  
Notaire à Pointe-Noire  
1, angle Avenues Commandant FODE & Benoît GANONGO  
Vers le Rond-point Mess Mixte de Garnison  
Immeuble MORIJA 1er étage, Centre-ville  
B.P : 1431 - Tél. : 22 294.13.34/05 736.64.64  
République du Congo

**INSERTION LEGALE**

**«AFRICA AIRLINES»**

Société à Responsabilité limitée Unipersonnelle  
Au Capital Social de Francs CFA: Cent Millions (100 000 000)  
Siège Social: Rond Point d'Avoum, B.P: 4293  
RCCM: CG/PNR/11 B 2502  
Pointe-Noire - République du Congo

Suivant acte authentique reçu par le Notaire soussigné, le 2 septembre 2011, enregistré à Pointe-Noire, le 5 septembre 2011, folio 155/8, n° 6581, il a été constitué une société ayant pour:

**FORME:** Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle (SARLU);

**OBJET:**

- La société a pour objet, tant en République du Congo qu'à l'étranger:
- Le transport aérien des biens et des personnes;
  - Le fret cargo;
  - L'achat, la vente et la location de tous types d'avions et l'aéronef;

Et, toutes autres opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement;

**DENOMINATION:** «AFRICAIRLINES» SARLU;

**SIEGE SOCIAL:** Pointe-Noire, rond-Point d'Avoum, Boîte Postale: 4293, République du Congo;

**DUREE:** 99 ans, à compter de son immatriculation au R.C.C.M ;

**GERANCE:** Monsieur Saïd Mahamoud TRAD est nommé en qualité de gérant de la société, pour une durée indéterminée;

**COMMISSAIRES AUX COMPTES:**

- Titulaire: Cabinet Duval-Zandou, rue TCHITCHELLE, Centre-ville, Boîte postale: 5208, Pointe-Noire, République du Congo;

-Suppléant: Monsieur Bertrand DUVAL, Expert-comptable agréée «CEMAC», demeurant à Pointe-Noire, République du Congo.

**RCCM:** CG/PNR/11 B 2502;

**DEPOT LEGAL:** Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, le 5 septembre 2011.

*Fait à Pointe-Noire, le 21 novembre 2016.*

*Pour avis,*

**Maître Christèle Elianne  
BOUANGA-GNIANGAISE,**  
Notaire

Fondation Niosi

## Susciter des vocations à l'entreprenariat

La fondation Niosi, une organisation de la société civile congolaise, en partenariat avec les suédois de M.s.g (Matadi Support Group) a organisé du 17 au 27 octobre 2016, une session de formation à l'entreprenariat, au siège de cette fondation à Bacongo, le deuxième arrondissement de Brazzaville. C'est Samuel Nsikabaka, secrétaire général de la fondation Niosi, qui a ouvert et clos les travaux de cette formation, dont le but a été de donner aux participants quelques outils, pour entreprendre.

Pendant dix jours, la formation a regroupé près d'une trentaine de participants aspirant, la plupart, à devenir entrepreneur, exception faite pour quelques-uns qui entreprennent déjà. Cette formation s'est articulée autour de neuf thèmes, à savoir: «Rêves et vision», «Base des affaires», «Gestion financière», «Le plan d'affaires ou Business plan». Ces différents exposés ont été développés par plusieurs conférenciers, dont Alain Francis Mbemba, membre du secrétariat permanent de la fondation Niosi. La session de formation sur l'entreprenariat a permis aux participants de développer un mode de vie sur le marché attirant la bénédiction de Dieu. Ils ont acquis un nouvel état d'esprit leur permettant de conquérir les finances. Ces derniers ont reçu des outils et appris des méthodes de la manière de

démarrer, de développer et de maintenir une entreprise. La formation s'est appuyée sur le fondement biblique des affaires en enseignant la sagesse de Dieu en matière de gestion financière. L'accent a été plus mis sur la logique chrétienne des affaires.

A la fin de la formation, les apprenants ont reconnu avoir acquis plusieurs savoirs et se disent, maintenant, capables de vivre suivant un mode qui attire la bénédiction de Dieu, pour conquérir les finances, créer, développer et maintenir l'entreprise.

Pour Alain Francis Mbemba, «il faut entreprendre selon son idée, mais entreprendre avec le premier entrepreneur, qui est le Dieu tout puissant. Il a été question de faire le lien entre l'entreprenariat et les fondements bibliques. Tout ce qui se fait, normalement, est sous la tutelle de quelqu'un qui



Des participants pendant la formation.

est au-dessus de tout: le Dieu créateur.» «Quelqu'un doit avoir un rêve et une vision. La parole de Dieu, a-t-il poursuivi, stipule qu'un peuple qui n'a pas de vision dans sa vie personnelle est sans objectif. C'est comme dans l'entreprenariat, il faut avoir une vision».

Clôturent les travaux, Samuel Nsikabaka, secrétaire général de la fondation Niosi, a déclaré: «Pour nous, cette formation est une mission accomplie, c'est aussi le début d'une grande mission. Maintenant, vous avez des outils et vous avez votre idée ou votre projet de réaliser une entreprise, quelle que soit sa grandeur. D'après le constat fait par la fondation Niosi, en faisant la lecture de

la société congolaise, elle est arrivée à la conclusion, selon laquelle que ce qui manque, chez nous, les Congolais, c'est la volonté de prendre le risque, c'est le fait que nous souffrons d'un déficit citoyen. Nous ne savons toujours pas quels sont nos droits et quels sont nos devoirs. C'est pourquoi, la fondation Niosi a pensé qu'il fallait créer un réveil auprès des Congolais, pour résoudre le problème constaté, celui du déficit citoyen.»

Notons que cette session a démontré que pour entreprendre, il suffit d'avoir la volonté de prendre le risque et d'éviter la peur.

Philippe BANZ

L'an 3 de l'Association congolaise des consommateurs

## Confirmer le dynamisme à défendre les droits des consommateurs

L'association congolaise des consommateurs, que dirige Eric Gélase Billy Malonga, a soufflé jeudi 24 novembre 2016 ses trois bougies. A cet effet, une conférence de presse a été organisée à l'hôtel Résidence Bavie, à Moundali, le 4<sup>e</sup> arrondissement de la ville capitale. Diverses associations, œuvrant dans le domaine de la défense des droits des consommateurs, y ont pris part.



Eric Gélase Billy Malonga (au milieu).

Le président de ladite association a présenté, à cette occasion, aux participants, un produit appelé «Bio Herbs Coffee» qui inonde le marché congolais, avant d'inviter les Congolais à être attentifs à la qualité des produits à consommer. «A la suite des recherches faites par notre association, il s'est avéré que depuis quelques mois, est inondé ce produit dangereux appelé «Bio Herbs Coffee», vendu en pharmacie à 12.000 F.Cfa, inonde le marché congolais. Constatant les méfaits de ce produit impropre à la santé, les gouvernements canadiens et américains l'avaient retiré du marché. Voilà pourquoi, constatant le danger qui commence à guetter les consommateurs congolais, nous avons saisi les ministres de la santé, du commerce extérieur et de l'économie forestière et même le syndicat des pharmaciens du Congo, pour que ce produit soit retiré du marché, le plus vite possible. Car, la santé des Congolais en dépend. Le Congo n'est pas un pays où l'on peut commercialiser n'importe quel marchandise», a dit Eric Gélase Billy Malonga.

Faisant le bilan à mi-parcours des trois années d'existence de l'association, le président de l'association des consommateurs a énuméré quelques activités qui ont été réalisées, avant de prendre l'engagement que son association sera toujours regardante sur ce que les populations congolaises consomment.

Signalons que l'association congolaise des consommateurs a été conduite sur les fonts baptismaux le 12 novembre 2013.

Pascal BIOZI KIMINOU

A.i.d.d (Association initiative d'aide au développement)

## Les élèves du Lycée Victor Augagneur sensibilisés sur le diabète

Le 14 novembre de chaque année, l'humanité toute entière célèbre la journée mondiale du diabète. A Pointe-Noire, l'A.i.d.d (Association initiative d'aide au développement), en partenariat avec le Ministère de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, a organisé un séminaire de sensibilisation à l'endroit d'une centaine d'élèves de la classe de terminale D, du Lycée Victor Augagneur. Question de les prévenir sur cette maladie.

Présidé par Mme Ghislaine Guylaine Rachel Mbany-Ondze, présidente de l'A.i.d.d, qui avait à ses côtés, Ferréol Malonga, diabétologue à l'hôpital général de Loandjili, ce séminaire a eu pour but de promouvoir l'éducation, la santé et la solidarité en milieu scolaire. Ne dit-on pas mieux vaut prévenir que guérir? Le choix d'une centaine d'élèves de la classe de terminale D s'expliquant par le fait qu'ils sont les futurs docteurs de demain.

Prenant la parole, après le mot de circonstance de la présidente de l'A.i.d.d, le Dr. Ferréol Malonga a édifié ainsi les futurs médecins: «Le diabète est une maladie chronique qui ne se guérit pas, mais que l'on peut traiter et contrôler. Il est causé par un manque ou un défaut d'utilisation d'une hormone appelée insuline. Celle-ci est produite par le pancréas. Elle permet au glucose (sucre) d'entrer dans les cellules du corps, pour qu'il soit utilisé comme source d'énergie... Il y'a près de quatre cent quinze millions de diabétiques dans le monde, et que si l'on ne fait rien, c'est-à-dire sensibiliser les gens sur cette maladie, ce taux d'ici à 2040, augmentera à près de six cent millions de diabétiques.» Il a fait remarquer, ensuite, que cette augmentation concerne plus les pays à revenu faible ou encore les pays à revenu intermédiaire, dont fait partie le Congo. Il a poursuivi son exposé, en parlant des causes, des conséquences, du traitement et du suivi de cette maladie, avant de boucler son exposé, en insistant sur l'alimentation saine qu'il faut prendre, pour éviter le diabète et la pratique quotidienne du sport.

A partir des questions posées et des réponses données, les élèves ont bien compris ce qu'est cette maladie qui fait tant de victimes.

«Je remercie tout d'abord l'A.i.d.d pour cette sensibilisation, car j'ai eu beaucoup de connaissances en ce qui concerne le diabète. On nous a fait savoir comment savoir si une personne a le diabète. On lui fait faire deux fois la glycémie. Cet examen se fait à jeun. Le conférencier nous a dit qu'il faut avoir une alimentation saine et équilibrée. Il faut aimer faire la marche, et pratiquer l'éducation physique, pour éviter cette maladie», a dit satisfait Maminz Ndinga, un des participants.

Expliquant la démarche de son association vis-à-vis des élèves de la terminale, la présidente de l'A.i.d.d, a déclaré: «Notre choix a porté sur les élèves de la classe de la terminale, parce qu'ils sont à la fin du cycle secondaire. Ils peuvent vulgariser les connaissances reçues auprès des plus jeunes. C'est aussi par rapport au sens de la responsabilité. Je ne m'attendais pas à cet engouement des jeunes qui, finalement, se sont vraiment intéressés. J'ai été très émue de l'attention qu'ils ont accordée au docteur tout au long de son exposé, et de la pertinence des questions posées. En claire, les jeunes sont intéressés à ce qui se passe dans le monde.»

Noëllie BOUANGA

Santé

## Les structures sanitaires privées illégales appelées à fermer

Fermer officiellement les structures sanitaires privées convaincues d'exercice illégal de la médecine mettant en danger la santé et la vie d'autrui, dans le département de Pointe-Noire, est le but de l'opération lancée jeudi 24 novembre 2016, par Alexandre Honoré Paka, préfet de Pointe-Noire, dans la salle du Forum Mbongui. En présence des professeurs Donatien Mounkassa et Richard Bilekot, respectivement directeur de cabinet du ministre de la santé, et inspecteur général de la santé; des directeurs généraux des hôpitaux de Pointe-Noire et des responsables des structures sanitaires publiques et privées.

Jean Pierre Nzodault, directeur départemental de la santé de Pointe-Noire, a affirmé, dans son allocution de circonstance que le département de Pointe-Noire compte, à ce jour, 505 formations sanitaires privées enregistrées, au niveau de nos sept districts sanitaires. La couverture sanitaire du département est faible, car sur 88 aires de santé prévues, seules 55 sont développées parmi lesquelles 22 aires de santé couvertes par les formations sanitaires privées offrant, à cet effet, des soins de premier niveau. «L'importance de l'implication du secteur privé de la santé, dans le système de santé n'est plus à démontrer dans la couverture sanitaire des populations, mais de nombreux faits mettant en danger la vie des populations sont enregistrés, dans certaines structures sanitaires privées», a-t-il souligné. A preuve, le phénomène des corps en dépôt constaté dans les hôpitaux prend des proportions inquiétantes. Le nombre des décès à la morgue municipale est supérieur à celui enregistré dans les formations sanitaires publiques de la place. Le ministère de la santé et de la population, à travers l'ins-

pection générale de la santé, avait commencé depuis 2014, à mener une action pédagogique vis-à-vis des promoteurs de ces structures de santé. Celle-ci consiste à vulgariser les textes en vigueur réglementant l'ouverture des structures sanitaires au Congo; à faire un rappel aux promoteurs sur la nécessité de se conformer à la réglementation en vigueur. Cette action de sensibilisation a été poursuivie jusqu'à ce jour par la direction départementale de la santé. «Aujourd'hui, c'est la dernière étape consistant à contrôler toutes les structures de santé inscrites sur notre fichier, en vue de procéder à la fermeture sans condition de toutes celles qui n'obéissent pas à la réglementation en vigueur», a-t-il conclu.

Richard Bilekot, après avoir évoqué le cadre réglementaire régissant ce secteur, a dit: «Ne peuvent ouvrir et implanter une formation sanitaire privée que les personnes physiques ou morale de droit congolais et qui obéissent à certains critères. Les médecins étrangers ne peuvent exercer que s'ils bénéficient d'une autorisation délivrée par le ministre en charge de la santé, après



Alexandre Honoré Paka.

avis consultatif des ordres professionnels. Les actions de pédagogie et de sensibilisation avaient une échéance. Et cette échéance est arrivée à terme. Lorsque des formations sanitaires privées sont convaincues de mise en danger de la santé d'autrui, convaincues par les médecins-chefs de districts sanitaires, convaincues par les rapports d'inspections, une décision est prise à titre conservatoire par l'inspecteur général de la santé et une notification est faite à la gendarmerie nationale, la police administrative



Richard Bilekot.

et, on procède à la fermeture.» Alexandre Honoré Paka, très réjoui de l'initiative après son mot de lancement, s'est rendu au quartier Kif-kif, à Mvoumvou, dans le deuxième arrondissement où il a procédé à la fermeture de deux C.s.i (Centres de santé intégrés) non conformes appartenant à des ressortissants étrangers. Les malades hospitalisés dans ces structures ont été référés à l'hôpital de base de Tié-Tié

Equateur Denis NGUIMBI

### IN MEMORIAM

#### Julienne KIESSE

7 décembre 2011- 7 décembre 2016

Cela fait cinq (5) ans qu'il a plu à l'Eternel, notre Dieu, Grand Architecte de l'Univers, de rappeler à Lui maman Julienne KIESSE, épouse ZINGAMO-KO.

En ce triste et douloureux anniversaire de la disparition d'une mère aimante, protectrice et généreuse, qui nous a laissés les belles valeurs de la vie, les enfants Zingamoko (Alpha Deogratias, Alter Chérubin, Aldéoché Heredis, Atavus Elsie et Adonis Dan) prient tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pensée pieuse pour elle. «Tendre Julienne, dans une prochaine vie, nous aimerions de reprendre comme mère. Tu nous manqueras toujours. Que ton âme repose dans la béatitude la plus absolue.»





TES PAIEMENTS ULTRA RAPIDES  
 CHEZ CASINO, PARK'N'SHOP,  
 LES STATIONS TOTAL...  
 AVEC TA CARTE OU  
 TON STICKER AIRTEL MONEY.

En plus, **gagne 10%** de bonus  
 en crédit à chaque paiement!

Compose \*128\*2#



Biecale (Biennale congolaise des arts et des lettres)

## A Pointe-Noire, le coup d'essai a été un coup de maître

Du 24 au 28 novembre 2016, Brazzaville a vibré au rythme de la troisième édition de la Biecale (Biennale congolaise des arts et des lettres), sur le thème: «La création artistique et littéraire face au développement du numérique». Pointe-Noire, la capitale économique du Congo, n'a pas été en marge de cette grand-messe des arts et des lettres. Qu'elle a abritée, du 26 au 28 novembre, au centre culturel Jean-Baptiste Tati-Loutard. A l'initiative de Fabien Obongo, directeur départemental des arts et des lettres à Pointe-Noire, président du comité interdépartemental de la biennale Pointe-Noire, Kouilou. Ceci, dans le but de faire découvrir et valoriser les produits artistiques et littéraires locaux. Et le moins que l'on puisse dire est que pour un coup d'essai, la première célébration de la Biecale à Pointe-Noire a été un coup de maître.

Pendant trois jours, le monde de la culture et des arts de la ville océane congolaise a pris part à plusieurs activités. Entre autres: les conférences-débats sur les thèmes tels «La création artistique et littéraire face au développement du numérique», développé par Fabien Obongo; «L'écrivain congolais face à la nouvelle République», par l'écrivain Georges Sokate Mavouba.

Le public a suivi, avec une attention soutenue, la déclamation des extraits des œuvres littéraires des écrivains et poètes Ninele Nsiloulou, Chardin Kala, Robert Tinou, Nzenze Kinouani Kazis et bien d'autres. Il a également pris part au concert organisé, à titre anthume, en l'honneur du célèbre musicien Youlou Mabiala, aujourd'hui en France. Ce concert était animé par les orchestres «Les Makandas» et «Les Tchatchamen», avec la participation du doyen

Michel Boyibanda, fondateur de l'orchestre Kamikaze. Lequel a permis au public de se remémorer les anciens succès de l'ensemble musical précité.



Vue des participants.

Hormis la musique dite moderne, les groupes folkloriques se sont aussi exprimés. Au menu, il y avait également le théâtre et l'exposition des



Fabien Obongo (à g.).

œuvres d'art des sculpteurs en bois. Clôturent les festivités de la biennale ayant coïncidé avec la célébration de la fête de

la proclamation de la République, Fabien Obongo a déclaré: «La Biecale dont nous fermons les portes le jour où fut proclamée la République du Congo, ici même à Pointe-Noire, dans l'enceinte de l'actuelle école paramédicale Jean Joseph Loukabou, les cinquante-huit ans de la République, a été bercée par la douceur de la musique, la danse, la poésie et le théâtre de ces dignes fils qui lui ont fait une place de choix dans le domaine culturel africain et international».

Equateur Denis NGUIMBI

Lu pour vous

## «Dynamique et perspective des français en Afrique sub-saharienne» de Jean-Alexis Mfoutou

Du fait de la pluralité des manières de parler la langue française dans l'espace francophone, le linguiste, sociolinguiste et lexicographe Jean-Alexis Mfoutou, a publié, en juillet 2016, un ouvrage rare par sa précision et son caractère nuancé, et savamment intitulé: Dynamique et perspective des français en Afrique subsaharienne: ces mots qui ne veulent pas dire la même chose ici, là, là-bas.



Jean-Alexis Mfoutou.



La couverture du livre.

Le français en Afrique subsaharienne a été très peu traité sous cet angle. Le premier piège écarté par l'auteur est celui d'une focalisation sur le français dit standard, objet de tous les fantasmes. Une intelligence fine écarte un second piège: celui d'un français d'Afrique. Et c'est la langue telle qu'elle est effectivement parlée avec ses spécificités ici ou là que le sociolinguiste prend pour objet. Et c'est avec beaucoup de bonheur que le lecteur découvre que l'auteur explicite une étrange permanence de la langue qui change de lieu: sa capacité d'ouverture, preuve de sa malléabilité. L'ouvrage révèle, et c'est la conclusion vers laquelle se dirige l'ouvrage tout entier, l'existence non pas d'un français d'Afrique, mais des français d'Afrique, comme il existe le français de France, le français de Belgique, le français du Canada, etc. Voici ce que l'on peut lire pp. 169-170: «Dans une étude qui porte sur la vitalité même d'une langue, toute manière particulière de parler, transgression des règles structurelles, phonétiques, phono logiques, prosodiques, morphosyntaxiques, tous les écarts entre forme traditionnelle et forme nouvelle méritent attention. L'inattendu et le gauchissement - de la langue libérée de ses contraintes traditionnelles - sont au coeur même de la malléabilité de toute langue vivante. Nul doute que cette distorsion observée ici ou là est une nécessité comme un appel décidé dans la communication ici, là, là-bas, au faite de la parole encore du lieu tangible. Quoi qu'il en soit, on entend ici la différence entre le français

d'ici, de là, de là-bas (cf. chap. 2). Des français qui troublent et transforment le français dit standard, des français qui construisent et inventent et qui par-là sont tout proches «du plus vrai de chacun des locuteurs et de chacun des lieux tangibles». Aussi, la distinction n'est sûrement pas entre le «français standard» et le «français d'Afrique», mais entre le français de France et le français du Mali, entre le français du Tchad et le français du Gabon, entre le français de Belgique et le français du Congo-Brazzaville, etc. Voici la langue alors parole partout où elle est parlée, qui s'étend, qui se multiplie et se répond à elle-même en échos sonores: la langue, telle qu'elle est parlée ici ou là, privilégie la réalité plutôt que le rêve, une norme locale plutôt que la Norme [...]» Parmi les très grandes qualités de cet ouvrage, on saluera, en outre, la langue vivante, alerte, efficace et fort agréable à lire. Cette éclaircie de l'écriture est, à n'en point douter, passionnante et donne envie de relire cet ouvrage.

Pulchérie PELLETIER

qu'il n'y a pas d'injustice sociale, car tous les étudiants perçoivent le même montant de la bourse d'aide aux étudiants. La vie estudiantine à l'Urap est, dans son ensemble, une chose aisée. Tout compte fait, pour une meilleure formation universitaire, je recommande aux étudiants africains, en général, et congolais, en particulier, de venir étudier à l'Urap. Etudier à l'Urap, c'est une façon d'ouvrir ses yeux sur le monde. L'Europe est un continent fascinant. Venez à l'Urap et vous

comprendrez pourquoi je le dis. Car, ici, à l'Urap, personne ne jugera votre apparence, votre style, votre origine, etc. Ici, vous êtes libre d'être vous-même.

Donald Décaso MBELE MPEKA

Secrétaire général de l'AES-CFR (Association des Etudiants et Stagiaires Congolais en Fédération de Russie), diplôme obtenu: 2015 - Certificat en langue russe (Université russe de l'amitié des peuples, Moscou).

Libre propos

## L'Université russe de l'amitié des peuples, une aubaine pour la jeunesse estudiantine africaine

La Russie est en train de devenir un nouveau pôle d'attraction de la mobilité estudiantine étrangère, en attribuant un nombre croissant de bourses d'études dans le cadre de sa nouvelle politique de coopération russo-africaine.

Je me nomme Donald Mbele, étudiant congolais à Moscou. Je me spécialise dans le domaine de la publicité et des relations publiques à l'Urap (Université russe de l'amitié des peuples, ex-Université Patrice Emery Lumumba. Je suis arrivé en Russie, précisément à Moscou, en 2014, grâce à la bourse d'études qui m'a été octroyée par l'Etat congolais, dans le cadre de la coopération qui existe entre la Russie et le Congo.

J'ai accepté de venir en Russie pour poursuivre mes études universitaires, mais aussi pour découvrir un nouveau mode de vie. Je voulais également sortir des sentiers battus, pour vivre une expérience hors de l'ordinaire.

L'Université russe de l'amitié des peuples est une université internationale unique qui accueille, chaque année, les étudiants venus de 145-150 pays du monde.

C'est aussi la seule université en Russie qui possède une structure aussi développée de profils de formation et qui offre une éducation fondamentale qui permet aux diplômés de l'Urap de réaliser leurs projets

professionnels dans tous les Etats, dont les pays industrialisés, dans les domaines de production, affaires, recherche ou administration publique.

En effet, au sein de l'université où j'étudie, il y a deux mondes: celui des étudiants qui vivent au campus, et celui d'une minorité qui ne vit pas au campus. La vie au campus universitaire de l'Urap (en dehors des heures d'études) se résume, souvent, à un grand «party»: des retrouvailles entre amis et de la bonne humeur. A noter, la majorité des étudiants africains (ou internationaux) passe la plupart de leur temps entre eux.

Les cours et programmes d'études au sein de l'Université russe de l'amitié des peuples offrent une grande liberté en termes de choix de cours et en termes d'emplois du temps. Au niveau du déroulement des cours, on remarque vite que les étudiants russes et africains, en particulier, prennent leurs cours au sérieux et sont très attentifs durant les classes.

La discussion et les échanges entre étudiants et professeurs font partie intégrante du cours. Les étudiants russes et africains (internationaux) parti-



Donald Décaso Mbelé Mpeka.

cipent activement aux cours. Il y a également un lien de proximité entre les étudiants et leurs professeurs, qui fait qu'ils se tutoient et s'appellent, souvent, par leurs prénoms. Les professeurs sont également très disponibles, et il est très facile d'aller les rencontrer, pendant leurs heures de bureau, ou de les contacter par courriel.

Subséquentement, au sein du campus de l'Urap, comme là où sont dispensés les cours, les étudiants africains n'ont jamais vraiment ressenti le racisme. Jusqu'à présent, la plupart du temps, ils se retrouvent en face de gens aimables, compréhensifs, ouverts et disponibles.

A l'Urap, toutes les conditions sont réunies pour réussir, mais il faut être très motivé et travailler. Les conditions d'études sont exceptionnelles.

L'université met tout à la disposition des étudiants: une grande bibliothèque moderne, des laboratoires, des salles informatiques, des salles de conférence avec vidéo projecteur, une polyclinique, un complexe sportif, une salle audiovisuelle, la liste n'est pas exhaustive.

A Moscou, c'est le climat continental qui domine. Les hivers sont froids (en moyenne - 8° C, en janvier). Les intersaisons sont courtes (printemps, automne). Mais toutefois, même si le climat est rude, et qu'il est difficile pour certains étudiants de s'adapter à ce mode de vie, avec le temps, ils finissent par s'habituer.

La vie estudiantine à l'Urap est aussi commode, du fait que les étudiants africains bénéficient du soutien total de l'Université. L'Université russe de l'amitié des peuples est la seule université où l'on rencontre plusieurs étudiants africains de différentes nationalités, et une diversité culturelle attrayante. Au sein de l'Urap, on organise, chaque année, des cérémonies culturelles et de remise de diplôme. La vie dans son ensemble est émouvante.

L'Université russe de l'amitié des peuples est une université qui prône le vivre ensemble. Ici, les étudiants vivent dans des conditions acceptables, et tous les étudiants sont traités au même pied d'égalité, parce

J'aime lire  
La Semaine  
Africaine, mon journal  
préférée

# AIRFRANCE

## AVIS AUX VOYAGEURS

### NOUVEAUX HORAIRES D'ENREGISTREMENT AU DEPART DE BRAZZAVILLE

A COMPTER DU 16 DECEMBRE 2016, LE VOL AF897 DE BRAZZAVILLE A DESTINATION DE PARIS, DECOLLERA UNE HEURE (1H) PLUS TÔT QUE PREVU, SOIT **21H35**.

LES COMPTOIRS D'ENREGISTREMENT SERONT OUVERTS A PARTIR DE **17H30** ET FERMERONT A **20H05**.

LA FIN DE L'ENREGISTREMENT DU VOL AIRFRANCE AF897 EST MAINTENUE A 1H30 AVANT LE DECOLLAGE.

PLUS D'INFORMATION SUR [HTTP://WWW.AIRFRANCE.CG](http://www.airfrance.cg)

MERCI DE VOTRE COMPREHENSION






## OFFRE EXCEPTIONNELLE STOCK LIMITE




**DELL OPTIPLX**  
Ordinateur de bureau reconditionné



**IMPRIMANTE  
MULTIFONCTION**  
Impression-Photocopie-Scan



 Tél.: 06 600 0000

PNR : 319, Avenue Charles De Gaulle  
BZV : 105, Boulevard Sassou Nguesso

### IN MEMORIAM

**Jérôme OVANDJOUE**  
(7 décembre 1988 - 7 décembre 2016)  
**Jeanne OVANDJOUE**  
(7 décembre 2007 - 7 décembre 2016)



A l'occasion du 28<sup>e</sup> anniversaire de la disparition de Jérôme OVANDJOUE, survenue le 7 décembre 1988 et du 9<sup>e</sup> anniversaire de celle de sa fille, Jeanne OVANDJOUE, survenue le 7 décembre 2007, la veuve, les enfants, les petits-fils et toute la famille OVANDJOUE prient tous ceux qui ont connu et aimé les illustres disparus d'avoir une pensée pieuse pour eux.  
Que leurs âmes reposent en paix auprès de Dieu, le Père.

*Famille OVANDJOUE*

### IN MEMORIAM

**27 Novembre 2015  
- 27 Novembre 2016**

Voici maintenant, jour pour jour, un (1) an, qu'il a plu au Seigneur de rappeler à Lui sa fille, Joséphine TCHIBINDAT, à l'âge de 74 ans.

En ce jour de triste anniversaire, ses enfants regrettent toujours les joies et l'amour qu'elle leur procurait et qui demeurent de grands souvenirs pour chacun de ceux qui l'ont connue. A cet effet, son fils, Jean Jacques MAKAYA, prie tous ceux qui l'ont aimée d'avoir une pensée pieuse pour elle.



Maman, le malheur de t'avoir perdu ne nous fait pas oublier le bonheur de t'avoir connue.

*Paix à son âme!*

Vie des clubs

## Avis de tempête sur "Marchand"

Les Diables-Noirs replongent dans la crise, au lendemain du tournoi de la République. Des supporters, fâchés, ont osé «dissoudre», mercredi 30 novembre 2016, au Stade Marchand, leur fief, les instances dirigeantes du club, notamment le conseil d'administration dirigé par le président général, Hugues Ngouélondélé, et le bureau de la section football, abandonné depuis environ deux ans au seul Gabriel Binzonzi-Nouni "Mà Gaby", le premier vice-président. La saison sportive 2015-2016 a été difficile. Les joueurs en colère exigeaient les primes de signature promises par les dirigeants. Ceux-ci, n'ayant semble-t-il pas une gibecière particulièrement pleine, n'ont pas honoré leur engagement. Après un premier forfait, on a craint un moment que la menace des acteurs n'accouche d'un forfait général. Finalement, les joueurs ayant compris que rien ne se fera se sont contentés de jouer pour leur plaisir, comme au beau vieux temps de leurs ancêtres. Et ils ont terminé la saison en offrant, «bien qu'avec un ventre creux», une deuxième place aux supporters, synonyme de participation à la Ligue africaine des champions, en 2017. La coordination nationale des supporters de Diables-Noirs, inquiète, perplexité, scrutait l'horizon. Le temps a passé. Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts de Brazzaville et des milliers de jacinthes d'eau ont défilé sur le Stanley-Pool. Elle a fini par découvrir, subitement, cette réalité: le président général du club et du conseil d'administration est sourd à ses interpellations sous forme de



Ils sont à la tête de la fronde des supporters.

deux lettres ouvertes dans lesquelles elle a sollicité la convocation d'une assemblée générale pour le renouvellement des instances dirigeantes dont les mandats auraient expiré! Ces lettres sont-elles parvenues à leur destinataire? En tout cas, on l'ignore. L'horizon, chargé de nuages, ne présageait donc rien de bon. Fallait-il, alors, baisser les bras et désespérer de l'avenir, notamment le prochain championnat national Ligue 1 et l'entrée en compétition africaine? Des supporters ont décidé d'assurer l'essentiel. Pour éviter, semble-t-il, le chaos, ils ont eux-mêmes convoqué l'assemblée générale électorale, qui se tiendrait le dimanche 17 décembre

2016. Ils se justifient: «A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles.» Ils ont décidé, aussi, de la reprise de l'entraînement quotidien de l'équipe de football arrêté, semble-t-il, et contre toute attente, par un membre du comité sortant. Une association sportive étant une affaire collective, des hommes (ou des femmes) choisis en fonction de leur disponibilité, de leur intégrité morale, de leurs capacités d'organisateur et de meneurs d'hommes, en assurent la gestion à tous les niveaux. Parce qu'une association sportive, ce ne sont pas seulement les joueurs et les supporters. Il faut, également, des dirigeants éclairés, pour lui faire tenir

la route. Ceux-ci doivent mériter une confiance sans entorse, pendant leur mandat, de la part des supporters, même si parmi ceux-ci certains ont la particularité d'être de dangereux déstabilisateurs. Lorsqu'on a perdu son chemin, on revient toujours au carrefour. Et parce que les dirigeants auraient abandonné leur club et multiplié des bêtises, les supporters ont senti l'urgent besoin de refaire leur équipe. Mais, si on le leur permet, appelleront-ils des hommes dont l'ambition serait de la gérer sur des bases nouvelles et objectives?

Jean ZENGABIO

Témoignage

## Pokou, incarnation du football spectaculaire

Laurent Pokou nous a quittés le dimanche 13 novembre dernier, à l'âge de 69 ans. Je ne me souviens plus de l'année ni de l'âge que j'avais, mais j'étais encore à l'école primaire. Un jour, j'entendis qu'il venait d'être transféré en France, au Stade Rennais.



Laurent Pokou.

Les spécialistes du football parleront mieux que moi de ce que cet Ivoirien a apporté au football. Je sais seulement que Laurent Pokou fut un avant-centre ivoirien des années 1968-1974, incarnation du football offensif sous sa forme spectaculaire... Un attaquant racé, terriblement percutant, éblouissant de facilité, et qui, pendant de longues années, fut un rouage essentiel de l'équipe nationale de son pays et de l'ASEC d'Abidjan. Les exploits de ce buteur hors-série symbolisent parfaitement le dénominateur commun à tous les footballeurs africains: le goût inné du jeu offensif. Parce que, en 1968 et 1970, Pokou a marqué à jamais l'histoire de la Coupe d'Afrique des nations de football, dont il a détenu le record de buts marqués, trente-huit ans durant, avant d'être

effacé par le Camerounais Samuel Eto'o. Parce qu'en ces deux occasions, Laurent, par sa classe et son panache, a été la locomotive d'une brillante sélection ivoirienne tombée dans l'anonymat sportif avant la révélation de la génération Yaya Touré. Pokou a, durant les grands moments de sa carrière, incarné l'exigence du football africain se jouant devant. Il mérite, amplement, l'hommage que nous lui rendons. Il mérite, aussi, et plus que jamais, la reconnaissance de tous les sportifs qui associent les notions de jeu et de l'art, et ne les séparent pas de la notion d'offensive.

Bruno NTELEWO

Football

## F.C Nathaly's accède en Ligue 1 nationale

La saison de football la plus longue du continent est certainement celle du Congo. Si la Ligue 1 a terminé son championnat national depuis longtemps, la Ligue 2 nationale poursuit le sien, dominé par B.N.G de Kinkala, dans la zone A, et F.C Nathaly's de Pointe-Noire, dans la zone B.



F.C Nathaly's de Pointe-Noire.

(57 points) a déjà assuré sa montée, parce que ne pouvant plus être rejoint en tête du classement par Inter Club (46 points). Dans la zone B, les derniers matchs ont été disputés lundi 5 décembre. Par contre, dans la zone A, B.N.G (48 points) travaille encore pour accéder à l'élite Ligue 1. Ajax de Ouenzé (45 points) et CES La Djiri (42 points) sont à ses trousses, et il reste quelques journées et des matchs de retard à disputer.

Tournoi de l'UEMOA:

### Le Sénégal sacré pour la troisième fois

Relancé cette année après trois ans d'interruption, le tournoi de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) a souri au Sénégal, qui alignait sa sélection U20. Les Lionceaux sont venus à bout du Mali (1-0), samedi 3 décembre, en finale, à Lomé. Il s'agit de la troisième victoire du Sénégal dans la compétition. Un record. Pays-hôte, le Togo termine dernier.

### Gabon : Camacho nommé sélectionneur national

En quête d'un successeur à Jorge Costa, la Fédération gabonaise de football a officialisé, vendredi 2 décembre, la nomination de José Antonio Camacho comme sélectionneur des Panthères. Son arrivée était pressentie depuis plusieurs jours à la suite du voyage en Europe du président de la Fegafoot, Pierre Alain Mounquengui, pour y rencontrer l'Espagnol de 61 ans et l'ancien sélectionneur du Mali, Patrice Carteron.

### Manchester City: Yaya Touré arrêté en état d'ébriété

De retour dans les petits papiers de l'entraîneur de Manchester City, Pep Guardiola, ces dernières semaines, Yaya Touré vient de déraiper hors du terrain. Une source policière indique que le milieu de terrain ivoirien a été arrêté, lundi 28 novembre, à Londres, en état d'ivresse. Inculpé, le lendemain, «pour conduite d'un véhicule motorisé avec un taux d'alcoolémie au-dessus de la limite», il devra comparaître devant le tribunal de Barkingside, dans l'Est londonien, le 13 décembre. Autant dire que l'ancien Barcelonais aurait pu se montrer plus prudent alors que les choses commencent à aller beaucoup mieux pour lui sportivement.

Cyclisme

## Relance du projet «Tour cycliste international du Congo»

Lors de son conseil fédéral inaugural, tenu le dimanche 27 novembre 2016, à Brazzaville, la Fécofoot (Fédération congolaise de cyclisme), sous la férule de son président, Armel Lajuve Lengou, a inscrit en bonne place à son programme d'activité pour l'olympiade 2017-2020, l'organisation du Tour cycliste international du Congo, dont la première édition pourrait être lancée en 2018.

L'actuel bureau fédéral voulant sortir le cyclisme congolais du bois dormant, a saisi l'opportunité qu'offrait la session inaugurale du conseil fédéral pour relancer le projet Tour cycliste du Congo qu'il a soumis aux conseillers. Il s'agit de rendre plus visible et compétitive la petite reine congolaise. Des pays moins fortunés que le nôtre ont leur tour cycliste international. Pourquoi pas le Congo? D'après les estimations des conseillers fédéraux, le coût dudit projet est de 1.280.000.000 de francs CFA. Qui financerait ce budget? Dans son rapport, la Fécofoot indique qu'elle compte, d'abord, sur l'Etat. On ne sait pas si le gouvernement, dans la conjoncture économique actuelle, peut s'intéresser à ce rêve et lui accorder une attention particulière. Hier, les précédents comités exécutifs qui se sont succédé à la tête de la Fécofoot avaient la même ambition. Ils ont fini par y renoncer, la mort dans l'âme, faute de financement et placer le projet dans les tiroirs.

Au chapitre des compétitions, outre les courses au niveau de chaque ligue départementale, les conseillers fédéraux ont adopté, aussi, l'idée d'organiser du Grand Prix cycliste de l'indépendance, avec le concours des pouvoirs publics. L'objectif étant de donner aux cyclistes l'occasion de participer, à leur manière, à la fête du 15 août. Le coût de cette course est



Le président Armel Lajuve Lengou (à l'extrême gauche).

estimé à la somme de 44 millions de francs CFA. La participation des Diables-Rouges aux tours cyclistes étrangers, notamment ceux du Cameroun, de la République Démocratique du Congo et du Bénin figure parmi les activités retenues par les conseillers fédéraux, dans le cadre du programme quadriennal 2017-2020. De même que l'acquisition du matériel et équipement sportifs et la participation des encadreurs et dirigeants aux différents

stages, séminaires et congrès. Cependant, aussi ambitieux que puisse être un programme ou l'élaboration d'un plan, un effort financier est nécessaire pour que les objectifs soient atteints. Pour cela, le budget devant couvrir l'Olympiade 2017-2020 s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de 1.707.700.000 francs CFA. Encore faudra-t-il le bouclier. C'est la bataille que le comité exécutif doit mener.

G.M.

Saison de football 2016-2017

## Ce qu'il faut savoir

À l'issue de la rencontre entre la Fécofoot (Fédération congolaise de football) et les secrétaires généraux des 16 équipes de Ligue 1 et des deux équipes de Ligue 2 susceptibles de monter, vendredi 2 décembre 2016, on en sait un peu plus sur les premières dispositions mises en place pour l'organisation pratique du championnat de l'élite qui ne s'enrichit pas de partenariat.

L'ouverture de la saison a été actée le 1er novembre 2016, date de la période des transferts qui court, d'après une circulaire du secrétariat général de la Fécofoot, jusqu'au 31 décembre 2016. Au-delà de cette période, aucun transfert ne serait autorisé. Le championnat d'élite Ligue 1 débutera vers le milieu du mois de janvier 2017 sans qu'aucune date précise ne soit indiquée. Naturellement, on ignore la date de la fin de la compétition. Aucune indication, non plus, concernant la Coupe du Congo. Un tournoi de mise en jambes est en vue, l'objectif étant d'aider les quatre représentants du football congolais aux coupes africaines à mieux se préparer. Et avant le coup d'envoi du championnat national d'élite Ligue 1, il sera organisé des séminaires pour secrétaires généraux, chargés des médias et de sécurité et staffs techniques des équipes participantes.

**BUROTOP IRIS**

# TELEFUNKEN

Le Géant Allemand des téléviseurs débarque au Congo chez Burotop Iris !



**LED 32" HD: 159 000 Fcfa** | LED 40" FULL HD SMART: 299 000 Fcfa | LED 55" FULL HD SMART: 599 000 Fcfa  
 LED 48" FULL HD SMART: 399 000 Fcfa | LED 65" FULL HD SMART: 999 000 Fcfa

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60 Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél: 04 453 53 53 - 05 605 60 5

## CELEC

COMPTOIR D'ÉLECTRICITÉ DU CONGO

### La Qualité à petit prix

**PLCS**  
Fil TH 1,5  
7.000 FCFA

**PLCS**  
Fil TH 2,5  
10.900 FCFA

**Schneider Electric**  
Domaé  
2.900 FCFA

**legrand**  
Prise Kaptika  
400 FCFA

**legrand**  
Multiprise 2P+T  
6.900 FCFA

**legrand**  
Hublot Rond  
4.400 FCFA

6 Avenue Foch, près de la Mandarine centre ville Brazzaville République du Congo  
 Tél : 06 908 19 98 - 05 772 47 47 [www.celecsa.com](http://www.celecsa.com)